

UNIVERSITE ABDERRAHMANE MIRA DE BEJAIA



Faculté des Sciences Economiques, Commerciales et des Sciences de Gestion
Département des Sciences Economiques

MEMOIRE

En vue de l'obtention du diplôme de
MASTER EN SCIENCES ECONOMIQUES

Option : Economie Quantitative

L'INTITULE DU MEMOIRE

La contribution du capital humain dans la réduction de la pauvreté en Afrique.

Préparé par :

- DAHDOUH Fateh
- DJEMAOUI Yacine

Dirigé par :

- M^{me} ASSOUL Dalila

➤ Date de soutenance : Le Mardi 04 Juillet 2023.

Jury :

Président : M^{me} BELKACEMI Lynda

Examineur : M^{me} ZIDAT Rafika

Rapporteur : M^{me} ASSOUL Dalila

Année universitaire : 2022/2023

DEDICACES

Je dédie ce modeste travail à

Mes chères parents que dieu les gardes pour moi

Mes frères, et tous mes amis

A mon binôme Yacine

*Et à toutes personnes qui m'ont encouragée ou aidée au cours de
mes études.*

A toute la promotion économie quantitative 2023

Fateh

DEDICACES

*Je tiens a remercier Dieu qui m'a donné la force , et la patience d'accomplir
ce travail.*

Mes chères parents que dieu les protege

Mes sœurs, mes frères, toute ma famille et tous mes amis

Surtout mon binome Fateh.

Et tous ceux qui ont soutenu tout au long de mon parcours universitaire

Yacine

Remerciement

Nous tenons tout d'abord à remercier

*Dieu le tout puissant et miséricordieux, qui nous a donné la force et la patience d'accomplir
ce Modeste travail.*

La première personne que nous tenons à remercier est

*notre encadrante M^{me} ASSOUL Dalila pour l'orientation, la confiance,
la patience et ses bonnes explications qui ont constitué un apport considérable sans lequel ce
travail n'aurait pas pu être mené au bon port.*

*Nos vifs remerciements vont également aux membres du jury pour l'intérêt qu'ils ont porté à
notre recherche en acceptant d'examiner notre travail,*

Et de l'enrichir par leurs propositions.

*Nous tenons à exprimer nos sincères remerciements à tous les professeurs qui nous ont
enseigné et qui par leurs compétences nous ont soutenu dans la poursuite de nos études.*

*Enfin, nous tenons également à remercier
toutes les personnes qui ont participé de près ou de loin à la réalisation de ce travail.*

Liste des abréviations

ACP : Analyse en Composantes Principales

OCDE : Organisation de coopération et de développement économiques

HCM : Human Capital Management,

CV : Curriculum vitae

ICH : Indice du capital humain

PISA : Programme for International Student Assessment

PIAAC : Étude internationale sur les compétences des adultes

PNUD : Programme des Nations unies pour le développement

VIH : Virus de l'Immunodéficience Humaine

SIDA : Syndrome de l'ImmunoDéficience Acquise

IPM : Indice de pauvreté multidimensionnelle

UE : Union européenne

INSEE : Institut national de la statistique et des études économiques

COVID-19 : COronaVirus Disease appeared in 2019

CNUCED : Conférence des Nations Unies pour le Commerce Et le Développement

TIC : Information et de la communication

ZLECAf : Accord de libre-échange continental africain

PNUD : Programme des Nations unies pour le développement

OIT : Organisation Internationale du Travail

FAO : Food and Agriculture Organization of the United Nations

FMI : Le Fonds monétaire international

IDH : Indice de développement humain

UNESCO : United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization

PIB : Produit intérieur brut

PPA : Parité de pouvoir d'achat

US : dollars

ASS : Allocation de solidarité spécifique

FASR : Facilité d'Ajustement Structurel Renforcée

FRPC : Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et pour la Croissance

PPTE : Pays pauvres très endettés

OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Économiques

BAD : La Banque Africaine de Développement

BM : Banque mondiale

IDA : Indemnisation Directe des Assurés

ICH : Indice de capital humain

Sommaire

Introduction générale	01
Chapitre I : Le capital humain et la réduction de pauvreté	04
Section 01 : Concept du capital humain	04
Section 02 : Concept de réduction de la pauvreté	12
Chapitre II : Pauvreté en Afrique : quel constat ?	20
Section 01 : Etat des lieux de la croissance économique et de la pauvreté en Afrique	20
Section 02 : Politiques du capital humain et réduction de pauvreté	32
Chapitre III : Capital humain et pauvreté : Analyse en Composantes Principales (ACP)	42
Section 01 : Présentation de l'Analyse en Composantes Principales (ACP).....	42
Section 02 : Analyse en Composantes Principales (ACP)	50
Conclusion générale	59

Introduction générale

La lutte contre la pauvreté demeure l'un des défis les plus urgents et complexes auxquels l'Afrique est confrontée aujourd'hui. Malgré les progrès réalisés au cours des dernières décennies, la région continue de faire face à des taux de pauvreté élevés, ce qui entrave son développement économique et social (Banque mondiale, 2020). Dans ce contexte, il est essentiel de comprendre et d'analyser les facteurs qui peuvent contribuer à la réduction de la pauvreté en Afrique. Une perspective prometteuse est celle du capital humain, qui fait référence aux connaissances, compétences, expériences et capacités d'une population (Forum économique mondial, 2019).

Le capital humain joue un rôle fondamental dans le processus de développement économique et social d'un pays. Il est considéré comme l'un des moteurs clés de la croissance économique durable et de l'amélioration des conditions de vie des individus. La notion de capital humain met en évidence le lien entre l'éducation, la santé, la formation professionnelle et le développement économique, en reconnaissant que les individus bien formés et en bonne santé sont plus susceptibles de contribuer de manière productive à l'économie et de bénéficier des opportunités économiques (Becker, 1964 ; Schultz, 1961).

Cependant, en Afrique de nombreux défis en matière de capital humain sont enregistrés, notamment des taux élevés d'analphabétisme, de malnutrition, de mortalité infantile et de chômage. Ces obstacles entravent le développement individuel et collectif, et contribuent à perpétuer le cercle vicieux de la pauvreté (UNESCO, 2020 ; FAO, 2020 ; OMS, 2020). Cependant, il est important de noter que l'Afrique possède également un énorme potentiel en termes de capital humain, avec une population jeune et en croissance rapide. Cela offre une opportunité unique de mobiliser ce capital pour stimuler la croissance économique et réduire la pauvreté (Banque africaine de développement, 2019).

La promotion du capital humain en Afrique présente des avantages tangibles non seulement sur le plan économique mais également sur le plan social et politique. En investissant dans l'éducation et la santé des citoyens, les pays africains peuvent renforcer leur capital humain, ce qui a des répercussions positives sur la productivité, l'innovation et la compétitivité nationale (Psacharopoulos & Patrinos, 2004). Les individus mieux formés ont tendance à être plus créatifs, ce qui favorise l'émergence d'une économie plus dynamique et diversifiée.

En outre, une population en meilleure santé est plus susceptible de participer activement à la vie économique et sociale de la société (Bloom et al., 2003). L'amélioration de la santé maternelle et infantile contribue également à briser le cycle intergénérationnel de

la pauvreté en réduisant la mortalité infantile et en améliorant les perspectives d'avenir des enfants africains (United Nations, 2015).

Dans ce contexte, la question de savoir comment réduire la pauvreté et favoriser le développement durable reste une préoccupation centrale pour les gouvernements, les décideurs politiques et les chercheurs.

L'objectif de ce mémoire est d'explorer la contribution spécifique du capital humain à la réduction de la pauvreté en Afrique. En effet, le capital humain représente l'ensemble des connaissances, des compétences et des aptitudes qu'un individu acquiert tout au long de sa vie par le biais de l'éducation, de la formation, de la santé et de l'expérience professionnelle. Il constitue ainsi un facteur déterminant du développement économique et social des nations (Schultz, 1961).

La problématique centrale qui guidera notre recherche est la suivante :

Dans quelle mesure et de quelle manière le capital humain peut-il contribuer à la réduction de la pauvreté en Afrique ?

Pour répondre à cette question, nous établirons une hypothèse principale :

H1 : L'investissement dans le capital humain en Afrique, notamment par le biais de l'éducation, peut jouer un rôle crucial dans la réduction de la pauvreté sur le continent. L'éducation aide à renforcer les compétences et les connaissances des individus en Afrique, leur permettant ainsi de s'engager dans des emplois mieux rémunérés et plus écuries. Cela peut contribuer à réduire la pauvreté en offrant aux individus les moyens de subvenir à leurs besoins et de sortir du cycle de la pauvreté.

La méthodologie poursuivie pour apporter des éléments de réponses aux questions posées consiste dans un premier lieu à consulter les différents ouvrages, revues et articles se rapportant aux concepts capital humain et pauvreté, en seconde lieu, nous allons collecter les données statistiques puis les analyser afin de mettre en exerce l'évolution du capital humain et la réduction de la pauvreté en Afrique. Enfin, nous allons opter pour une analyse économétrique consistant à modéliser l'impact du capital humain sur la pauvreté en Afrique en 2022, en utilisant l'analyse en composantes principales (ACP).

Le travail se structure en trois chapitres distincts :

- 1^{er} chapitre : Revue de littérature sur le capital humain et la réduction de la pauvreté.

Ce chapitre se concentre sur une revue approfondie des travaux académiques et des recherches existantes qui ont exploré la relation entre le capital humain et la réduction de la pauvreté. Il mettra en évidence les principales théories, concepts et indicateurs utilisés dans ce domaine, tout en identifiant les lacunes et les opportunités de recherche supplémentaires.

- 2^{ème} chapitre : Pauvreté en Afrique : quel constat ?

Ce chapitre portera sur une analyse approfondie de la situation de la pauvreté en Afrique. Il examinera les facteurs économiques, sociaux et politiques qui contribuent à la persistance de la pauvreté dans la région, en mettant l'accent sur les spécificités du contexte africain. Il sera basé sur une revue des données statistiques et des études empiriques applicables.

- 3^{ème} chapitre : Capital humain et la pauvreté : Analyse en Composantes Principales (ACP).

Ce chapitre se concentre sur l'application de l'Analyse en Composantes Principales (ACP) pour analyser l'impact du capital humain sur la réduction de la pauvreté en Afrique. Il explorera les dimensions clés du capital humain telles que l'éducation, la santé, les compétences et l'emploi, en utilisant des données économiques et sociales pour évaluer leur influence sur la pauvreté.

En conclusion, ce mémoire cherche à contribuer à une meilleure compréhension de la façon dont le capital humain peut être mobilisé de manière efficace pour réduire la pauvreté en Afrique. En explorant la littérature existante, en analysant la situation de la pauvreté dans la région et en appliquant l'Approche en Composantes Principales (ACP), cette recherche espère proposer des recommandations et des pistes d'action pour les décideurs politiques, les acteurs du développement et les chercheurs travaillant dans le domaine du développement en Afrique.

Chapitre I :

Le Capital humain et la réduction de pauvreté.

Le capital humain et la réduction de la pauvreté sont deux concepts fondamentaux dans le domaine du développement économique. Alors que le capital humain représente l'ensemble des connaissances, des compétences et des aptitudes qu'un individu acquiert tout au long de sa vie, la réduction de la pauvreté vise à améliorer les conditions de la vie des populations les plus démunies.

Dans ce premier chapitre nous explorerons ces deux notions et analyserons l'impact du capital humain sur la réduction de la pauvreté. Pour ce faire, nous diviserons ce chapitre en trois sections distinctes.

La première section mettra en évidence le concept du capital humain. Nous définirons le capital humain comme un ensemble de ressources que possède un individu grâce à son éducation, sa formation, son expérience professionnelle et ses compétences. Nous examinerons également les différentes dimensions du capital humain, telles que le capital éducatif, le capital professionnel et le capital social, qui contribuent tous à l'amélioration des opportunités et des conditions de vie de la personne.

La deuxième section abordera le concept de réduction de la pauvreté. Nous explorerons les différentes approches et définitions de la pauvreté, en mettant l'accent sur la pauvreté multidimensionnelle qui englobe plusieurs aspects.

Enfin, dans la troisième section, nous analyserons l'impact du capital humain sur la réduction de la pauvreté, nous examinerons comment l'investissement dans l'éducation, la formation professionnelle et le développement des compétences peut renforcer les capacités des individus à sortir de la pauvreté.

Section 01 : Concept du capital humain

Dans cette première section, nous nous intéresserons de près au concept du capital humain, la théorie économique, définition et les différents composants, types et méthodes de mesure.

I-1 La théorie économique du capital humain

L'histoire du concept de capital humain remonte aux années 1950 et 1960, lorsque des économistes ont commencé à reconnaître que les investissements dans l'éducation et la formation professionnelle étaient des éléments clés de la croissance économique à long terme.

Le concept de capital humain, formulé pour la première fois en 1961 par l'économiste du développement Theodore Schultz, a été systématisé par Gary Becker en 1964, qui obtint

pour cela le Prix Nobel d'économie en 1992. Théodore W. Schultz, est l'initiateur de la théorie du capital humain, Il voit dans la formation et l'éducation un point focal permettant d'améliorer la productivité et le rendement des travailleurs. Il a mis l'accent sur l'impact de l'éducation et la formation sur l'innovation et la productivité. Ce théoricien a publié un article phare à la fin des années 50 « Investment in man : an Economist's view » et qui a influencé toutes les recherches postérieures en matière de capital humain (AIT SOUDANE, OUALLAL, 2020).

Gary Becker, un économiste américain, a également contribué de manière significative au développement de la théorie du capital humain. En 1964, Becker a publié son livre intitulé "Human Capital: A Theoretical and Empirical Analysis, with Special Reference to Education". Dans cet ouvrage, Becker a défini le capital humain comme "l'ensemble des connaissances, des compétences, de la formation, de l'expérience et des capacités de santé et de bien-être d'un individu qui augmentent sa productivité et sa valeur économique". (Becker, 1964.)

Au cours des décennies suivantes, la théorie du capital humain a été largement étudiée et développée dans le cadre de l'économie. Les économistes ont reconnu que les investissements dans le capital humain étaient essentiels pour stimuler la croissance économique à long terme. Les politiques économiques ont ainsi commencé à inclure des programmes d'éducation et de formation professionnelle, ainsi que des politiques de santé et de bien-être, pour investir dans le capital humain des individus.

Le concept de capital humain est également devenu important pour les organisations et les entreprises, qui ont commencé à reconnaître l'importance d'investir dans la formation et le développement professionnel de leurs employés. Les investissements dans le capital humain des employés peuvent améliorer leur productivité, leur satisfaction au travail et leur engagement, ce qui peut ultimement conduire à une croissance économique plus importante pour l'entreprise.

I-2 Définition du capital humain

En réalité, il n'existe pas de définition unique du capital humain ni de vision scientifique unifiée de sa nature, de son statut et de son rôle. Le terme "capital humain" remonte aux années 1960, lorsque Schultz (1961) a proposé que le capital humain soit composé des "connaissances, compétences et capacités des personnes employées dans une organisation". Bien que cette définition initiale de Schultz soit concise, elle néglige quelque peu le concept de valeur et l'importance de l'investissement dans le capital humain. En 1981,

Schultz a révisé cette définition et a défini le capital humain comme "toutes les capacités humaines qui sont innées ou acquises. Les attributs... qui ont de la valeur et peuvent être accrus grâce à un investissement approprié constituent le capital humain" (Schultz 1981).

Selon Crawford (1991), par rapport au travail physique, le capital humain englobe des caractéristiques extensibles, auto-génératrices, transportables et partageables. Bontis et al. (1999) définissent le capital humain comme "le facteur humain de l'organisation ; la combinaison d'intelligence, de compétences et d'expertise qui confère à l'organisation son caractère distinctif. Les éléments humains de l'organisation sont ceux capables d'apprendre, de changer, d'innover et de fournir l'élan créatif qui, s'ils sont suffisamment motivés, assurent la survie à long terme de l'organisation". Bontis et al. Mettent en avant l'importance de l'innovation, du changement et de la créativité ainsi que leur rôle dans le capital humain.

Le concept de capital humain englobe diverses définitions récentes. M. Armstrong (2006) le décrit comme les connaissances et compétences que les individus développent, maintiennent et utilisent. L'OCDE (2017) le définit comme les connaissances, compétences, aptitudes et attributs des individus qui favorisent le bien-être personnel, social et économique.

Les éléments humains au sein d'une organisation sont capables d'apprendre, de changer, d'innover et de fournir une impulsion créative qui, lorsqu'elle est bien stimulée, assure la survie à long terme de l'organisation. Le capital humain est une composante essentielle du processus immatériel de l'entreprise (Edvinsson et Malone, 1997 ; Sveiby, 1997 ; Stewart, T., 1997 ; Roos et Roos, 1997 ; Bontis, 2000). Il agit également comme un moteur pour les deux autres composantes, à savoir le capital organisationnel et le capital relationnel (Li et Chang, 2010). En effet, il joue un rôle crucial dans le développement et la création d'idées et de connaissances nouvelles, favorisant également le partage des connaissances et des idées au sein des relations internes (Han et al., 2014). Le capital humain complète également le capital organisationnel d'une entreprise en générant des connaissances nouvelles et uniques, par exemple, lorsque des scientifiques conçoivent ou utilisent des brevets (Mahoney et Kor, 2015).

Selon N. Bontis, N. C. Dragonetti, K. Jacobsen et G. Roos, le capital humain est le facteur humain au sein d'une organisation, comprenant l'intelligence, les compétences et l'expertise combinées qui confèrent à l'organisation son caractère distinctif. Les membres de l'organisation qui sont capables d'apprendre, de changer, d'innover et de stimuler la créativité sont considérés comme les éléments humains de l'organisation. Cette capacité à être correctement motivé joue un rôle essentiel dans l'exploitation de ces capacités. Cette

définition met également l'accent sur l'importance du caractère distinctif et fait référence à la survie à long terme de l'organisation.

M. Armstrong définit le capital humain comme le savoir et les compétences que les individus créent, maintiennent et utilisent. D'après Davenport, les personnes possèdent des capacités, des comportements et une énergie personnelle innés, qui constituent le capital humain qu'ils apportent à leur travail.

Le capital humain est un processus dynamique qui englobe plusieurs aspects et s'étend sur différentes échelles de temps. Il représente le stock de connaissances individuelles au sein d'une organisation, incarné par ses employés avec leurs compétences, leurs attitudes et leur capacité intellectuelle ou agilité (Roos, Dragonetti, Edvinsson, 1998).

I-3 Différents composants du capital humain

Le capital humain, un concept clé en économie, englobe différents composants essentiels qui contribuent au développement individuel et socio-économique, ces différents éléments du capital humain jouent un rôle clé dans le développement personnel, la productivité et la croissance économique.

A. L'éducation : permet d'acquérir des connaissances, des compétences et des qualifications qui peuvent être utilisées pour améliorer la productivité et la performance d'une personne, d'une équipe ou d'une organisation. Selon la théorie du capital humain, l'investissement dans l'éducation est considéré comme un moyen d'augmenter le capital humain et de stimuler la croissance économique. Cependant, certains experts estiment que le capital humain est plus important que les connaissances issues de l'éducation, car il englobe également les aptitudes personnelles, savoir-faire et les compétences acquises grâce à l'expérience professionnelle. Investir dans le capital humain, à travers l'éducation et la santé, est considéré comme la voie royale pour assurer la croissance économique durable. Les politiques d'éducation peuvent jouer un rôle important dans l'investissement dans le capital humain, en fournissant des opportunités d'apprentissage et de développement des compétences. La notion de « capital humain » plus étroitement liée aux connaissances qu'au savoir-faire acquis grâce à l'éducation (OCDE, 2001).

B. La santé : peut avoir un impact significatif sur la productivité et la performance d'une personne, d'une équipe ou d'une organisation. Les gouvernements reconnaissent de plus en plus que la santé est un élément clé du capital humain, car une population en bonne santé peut contribuer à la croissance économique et au développement

durable (la Banque mondiale, 2018). Le rôle de la santé dans le capital humain est aujourd'hui admis, car elle représente un investissement sur l'avenir. Les recherches établissent un lien entre le capital social et l'accès à ce capital, et de l'autre une amélioration de la santé. Les solutions de capital humain peuvent inclure des programmes de bien-être et de santé pour les employés, des politiques de sécurité au travail et des avantages sociaux pour améliorer la santé et le bien-être des travailleurs (l'OCDE, 2001).

C. Les compétences et la formation professionnelle : se sont accumulées tout au long de la scolarité, au cours des diverses formations suivies et à l'occasion des expériences vécues (Fuente et Ciccone, 2002). La formation professionnelle est un moyen d'augmenter le capital humain et de stimuler la croissance économique (OCDE, 1998).

Investir dans la formation professionnelle et le développement des compétences des employés est considéré comme une stratégie efficace pour améliorer le capital humain et la performance de l'entreprise. La gestion du capital humain vise à investir dans les compétences, les savoirs et les expériences portées par les femmes et les hommes qui composent les entreprises. « La formation répond à la fois aux attentes du personnel et aux besoins de l'entreprise. Elle contribue au premier chef, à l'atteinte de leurs objectifs – satisfaction professionnelle, performance économique – en prenant compte de l'évolution des métiers. Elle aide au maintien de l'employabilité des compétences requises. Elle permet à l'employeur de remplir son obligation d'assurer l'adaptation de ses salariés à leurs emplois » (Peretti, 2003).

D. L'expérience professionnelle : est un élément important du capital humain, devient un investissement stratégique pour l'entreprise (qui pratique désormais une gestion des ressources humaines). Conformément à ce que défend la théorie du capital humain, la formation, doit permettre au salarié d'acquérir une meilleure maîtrise de son activité actuelle ou future. La formation devient un instrument majeur de la compétitivité de l'entreprise autant que la compétence de ses salariés.

Notons par ailleurs que la formation professionnelle continue devient aussi l'instrument des politiques publiques de l'emploi entre aide à la réinsertion professionnelle et gestion sociale du chômage. Les stages constituent dans ce contexte un outil essentiel pour intégrer les salariés à l'organisation du travail de leur entreprise et pour gérer l'emploi (Olimpio, 2009).

Dans le cadre de la gestion des ressources humaines, la gestion du capital humain, aussi appelée HCM pour Human Capital Management, est la bonne exploitation des savoirs, des compétences, expériences et des talents des employés de l'entreprise (Pouillard, 2020).

I-4 Différents types du capital humain

Le capital humain peut être divisé en plusieurs types, selon les compétences, les connaissances et les aptitudes des individus. Voici quelques exemples des différents types de capital humain, ainsi que des exemples de travaux associés :

- a. Capital humain éducatif :** il s'agit des connaissances et des compétences acquises par les individus grâce à leur éducation formelle. Cela peut inclure des diplômes, des certificats ou des compétences spécifiques liées à leur domaine d'études. Exemples de travaux associés : enseignant, ingénieur, avocat, médecin, etc.
- b. Capital humain expérimentiel :** il s'agit des compétences et des connaissances acquises grâce à l'expérience professionnelle et à la pratique. Cela peut inclure des compétences spécifiques liées à un emploi ou à une industrie en particulier. Exemples de travaux associés : plombier, charpentier, électricien, cuisinier, etc.
- c. Capital humain social :** il s'agit des compétences et des connaissances associées aux interactions sociales et à la capacité de travailler en équipe. Cela peut inclure des compétences telles que la communication, la résolution de conflits, le travail d'équipe et la négociation. Exemples de travaux associés : enseignant, vendeur, chef d'équipe, consultant en gestion, etc.
- d. Capital humain physique :** il s'agit de la santé et du bien-être physique des individus, qui peuvent influencer leur capacité à travailler de manière productive. Cela peut inclure des aspects tels que la forme physique, la force et l'endurance. Exemples de travaux associés : travailleur de la construction, ouvrier agricole, infirmier, etc.
- e. Capital humain intellectuel :** il s'agit des capacités cognitives et mentales des individus, telles que la pensée critique, la créativité et la résolution de problèmes. Cela peut également inclure des compétences telles que la lecture, l'écriture et le raisonnement logique. Exemples de travaux associés : scientifique, écrivain, programmeur informatique, artiste, etc.

En somme, ces différents types de capital humain sont interconnectés et peuvent se renforcer mutuellement pour aider les individus à être plus productifs et plus efficaces dans leur travail. Les employeurs et les gouvernements peuvent investir dans ces différents types

de capital humain pour aider à améliorer la compétitivité, la croissance économique et le bien-être général des populations.

I-5 Méthodes de mesure du capital humain

Les méthodes de mesure du capital humain peuvent être qualitatives ou quantitatives. Voici une explication détaillée de chacune de ces méthodes :

I-5-1 Méthodes qualitatives

a. Entretiens individuels : Cette méthode consiste à mener des entretiens individuels avec des personnes qui possèdent un capital humain élevé afin d'obtenir des informations sur leur expérience et leur parcours professionnel. Cette méthode est utile pour obtenir des informations détaillées sur les compétences et les connaissances nécessaires pour réussir dans une profession particulière.

b. Études de cas : Les études de cas consistent à examiner en profondeur un individu ou une organisation pour comprendre comment ils ont développé leur capital humain. Cette méthode est utile pour comprendre comment les individus ou les organisations ont surmonté les défis pour réussir.

c. Groupes de discussion : Les groupes de discussion consistent à rassembler un groupe de personnes qui possèdent un capital humain élevé pour discuter de leur expérience et de leurs connaissances. Cette méthode est utile pour obtenir des informations sur les compétences nécessaires pour réussir dans un domaine particulier.

➤ Voici quelques exemples de méthodes de mesure qualitatives du capital humain qui ont été appliquées les travaux scientifiques :

1. Entretiens individuels : Les chercheurs peuvent mener des entretiens approfondis avec des individus pour recueillir des informations qualitatives sur leur capital humain. Les entretiens peuvent porter sur leur expérience, leurs compétences, leurs connaissances, leurs attitudes et leurs comportements. Les chercheurs peuvent poser des questions ouvertes pour permettre aux participants de s'exprimer librement et d'approfondir leurs réponses.
2. Groupes de discussion : Les groupes de discussion réunissent un petit groupe de personnes qui partagent des caractéristiques ou des expériences communes. Les chercheurs facilitent la discussion en posant des questions stimulantes pour recueillir des informations sur le capital humain des participants. Les interactions entre les membres du

groupe peuvent également fournir des informations supplémentaires et des perspectives différentes.

3. **Études de cas** : Les études de cas impliquent une analyse approfondie d'un individu, d'une équipe ou d'une organisation spécifique. Les chercheurs peuvent examiner les parcours professionnels, les compétences clés, les réalisations, les défis et les opportunités de développement pour évaluer le capital humain impliqué. Cela peut impliquer l'examen de documents, d'entretiens et d'observations sur le terrain.
4. **Observation participante** : Cette méthode consiste à observer et à participer aux activités quotidiennes des individus ou des groupes pour comprendre leur capital humain. Les chercheurs peuvent observer les compétences en action, les interactions sociales, les comportements et les stratégies utilisées dans différents contextes professionnels.
5. **Analyse de contenu** : L'analyse de contenu est une méthode de recherche qualitative qui implique l'examen systématique et l'interprétation des documents, tels que des rapports, des CV, des évaluations de performances, des articles de presse, etc. Cette méthode permet d'identifier les dimensions du capital humain et d'évaluer qualitativement leur présence et leur impact.

I-5-2 Méthodes quantitatives

a. Tests standardisés : Les tests standardisés sont utilisés pour mesurer les compétences et les connaissances des individus dans un domaine particulier. Cette méthode est utile pour mesurer le niveau de compétence des individus dans une profession donnée.

b. Questionnaires : Les questionnaires sont utilisés pour collecter des données sur les compétences, les connaissances et les expériences des individus. Cette méthode est utile pour obtenir des données à grande échelle sur le capital humain.

c. Analyse de données : L'analyse de données consiste à utiliser des techniques statistiques pour mesurer le capital humain. Cette méthode est utile pour quantifier le capital humain et pour établir des liens entre le capital humain et les résultats économiques.

➤ **Voici quelques exemples de méthodes de mesure quantitatives du capital humain qui ont été appliquées les travaux scientifiques :**

1. **Indice du capital humain (ICH)** : Cet indice combine plusieurs indicateurs tels que le niveau d'éducation, les compétences, la santé, l'expérience professionnelle, etc. Il permet d'évaluer le capital humain d'une population ou d'un pays en agrégeant différentes variables mesurables.

2. La méthode de la valeur économique ajoutée : Cette méthode mesure le capital humain en évaluant la contribution économique d'un individu ou d'un groupe à une organisation ou à une économie. Elle prend en compte les revenus générés par le travail, les compétences spécifiques, l'expérience, etc.
3. Les enquêtes sur les compétences : Les enquêtes sur les compétences, telles que le Programme for International Student Assessment (PISA) ou l'Étude internationale sur les compétences des adultes (PIAAC), sont des outils utilisés pour mesurer les compétences cognitives et non cognitives des individus. Ces enquêtes permettent de quantifier le capital humain lié à l'éducation et aux compétences.
4. Les indicateurs de productivité : Les mesures de productivité individuelle ou organisationnelle peuvent être utilisées comme des indicateurs indirects du capital humain. Par exemple, la productivité par employé ou la valeur ajoutée par heure travaillée peuvent être utilisées pour évaluer la contribution du capital humain à la performance économique.
5. Les méthodes basées sur les coûts : Certaines approches mesurent le capital humain en évaluant les coûts associés à l'acquisition, au développement et à la rétention des compétences. Cela peut inclure les coûts de formation, les dépenses liées au recrutement ou aux avantages sociaux.

En résumé, les méthodes de mesure du capital humain peuvent être qualitatives ou quantitatives. Les méthodes qualitatives sont utiles pour comprendre en profondeur les expériences et les connaissances des individus, tandis que les méthodes quantitatives permettent de mesurer de manière plus précise et de manière plus large l'impact du capital humain sur les résultats économiques.

Section 02 : Concept de réduction de la pauvreté

Cette section est dédiée au concept de réduction de la pauvreté, nous examinerons la définition, les causes, les différentes dimensions et méthodes de mesure de la pauvreté.

II-1 Définition de la pauvreté

D'après la Banque Mondiale et le PNUD, la pauvreté résulte d'une combinaison de facteurs tels qu'un accès limité aux ressources, une croissance économique insuffisante ou inadaptée, ainsi qu'une mauvaise gouvernance. Ces deux institutions jouent un rôle central dans la lutte contre la pauvreté, bien qu'elles diffèrent dans leurs approches et leurs méthodes pour définir et mesurer la pauvreté.

La pauvreté peut se manifester de manière multiple : par la faiblesse ou l'absence d'un revenu, par un logement précaire, par une mauvaise santé, par une éducation insuffisante, par la sous-alimentation ou un environnement dégradé... Ces facteurs varient d'une région à une autre, d'un groupe de personnes à d'autres ce qui complexifie la quantification du phénomène, néanmoins il est clair que la pauvreté est multidimensionnelle (Gabriela Gublin Guerrero, 2014).

La pauvreté peut être mesurée à la fois par des indicateurs monétaires, tels que le revenu ou la consommation, et par des dimensions multidimensionnelles qui prennent en compte les privations dans divers domaines de la vie. Elle est souvent caractérisée par des inégalités économiques et sociales, et peut être le résultat de facteurs tels que le manque d'accès à l'éducation, aux opportunités d'emploi, aux services de santé, aux infrastructures de base et à la participation politique. La réduction de la pauvreté implique des efforts visant à éliminer ces privations et à créer des conditions propices à un développement inclusif et durable pour tous.

II-2 Causes de la pauvreté

La pauvreté résulte de diverses causes telles que les inégalités économiques, le manque d'accès à l'éducation et à la formation limite également les opportunités d'emploi et de revenus, les conflits armés, la violence politique, le crime organisé, les catastrophes naturelles et les maladies détruisent les infrastructures et les moyens de subsistance des communautés, les rendant vulnérables à la pauvreté.

Pour réduire la pauvreté, il est essentiel d'adopter une approche globale qui aborde ces différentes causes et renforce les capacités d'action politique des plus démunis.

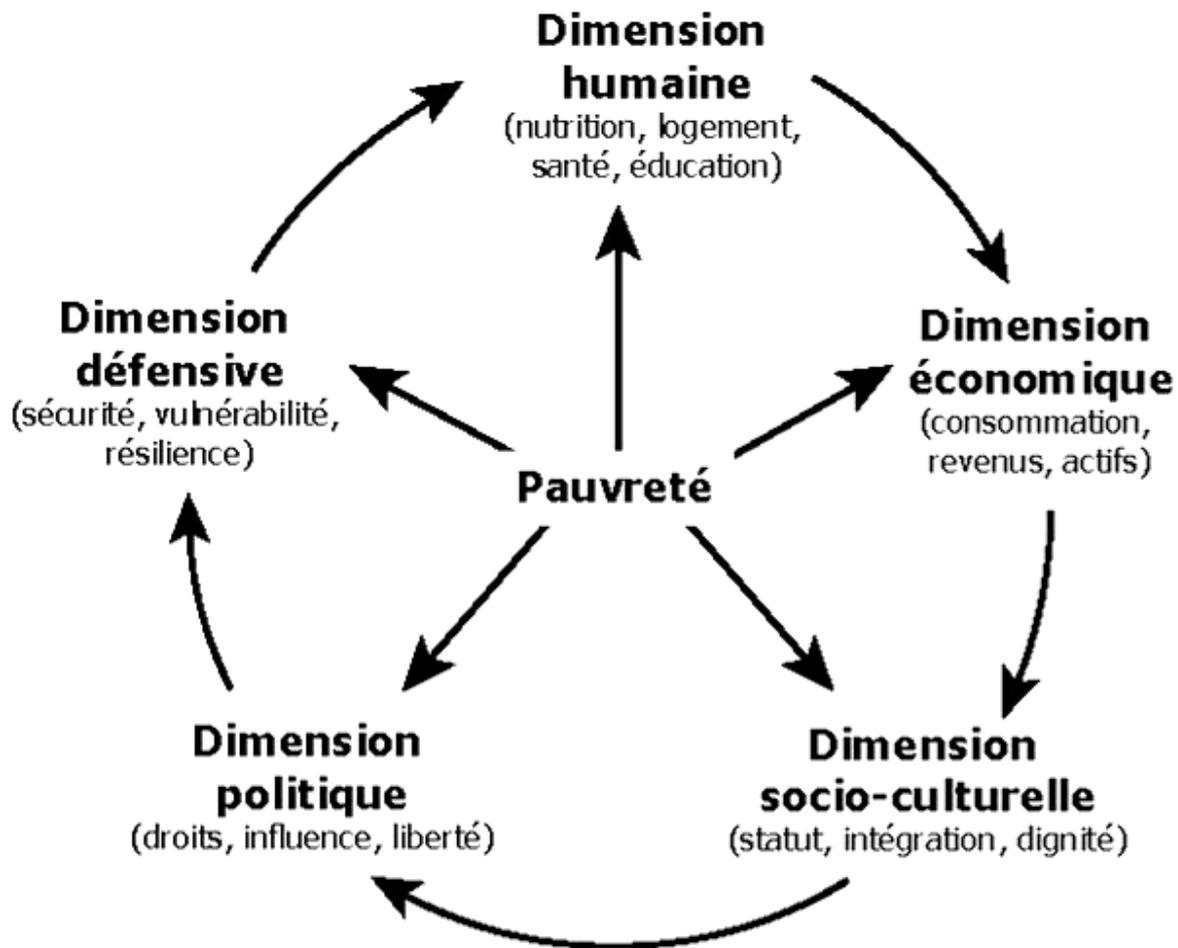
II-3 Dimensions de la pauvreté

Il existe différentes manières de classer les types de la pauvreté, nous allons présenter dans ce qui suit les plus courantes :

a. Pauvreté monétaire : Sur la base de la définition européenne de la pauvreté, « les individus sont considérés comme étant à risque de pauvreté monétaire si le revenu équivalent du ménage auquel ils appartiennent est inférieur à 60 % du revenu équivalent médian », (Atkinson et alii, 2002). De nombreux pays africains sont confrontés à des taux élevés de pauvreté monétaire, caractérisés par un faible revenu et une difficulté à subvenir aux besoins essentiels tels que l'alimentation, le logement et l'accès aux services de base.

- b. Pauvreté éducative :** En 2015, le Suivi de l'éducation et de la formation et la Commission européenne ont décidé d'utiliser le terme « pauvreté éducative » pour qualifier une très faible réussite scolaire, « la part des jeunes ne parvenant pas à atteindre les normes minimales d'éducation » ; cela peut être lié à un décrochage scolaire, un faible niveau scolaire ou une faible réussite scolaire (Alina Botezat, 2016). Par exemple en Afrique de nombreux enfants ne sont pas scolarisés ou abandonnent l'école prématurément en raison de contraintes financières, de l'insuffisance des infrastructures éducatives ou de l'inégalité des chances en matière d'éducation.
- c. Pauvreté sanitaire :** Les problèmes de santé sont une dimension majeure de la pauvreté. L'accès limité aux services de santé de base, les maladies évitables et la prévalence du VIH/sida, du paludisme et d'autres maladies transmissibles contribuent à la pauvreté et à la vulnérabilité des populations.
- d. Pauvreté en logement :** De nombreux pays à travers le monde, vivent dans des conditions de logement précaires, caractérisées par la surpopulation (Par exemple, Nigeria le pays le plus peuplé d'Afrique avec une population estimée à plus de 200 millions d'habitants). Cette surpopulation pose de nombreux défis, tels que la pression sur les ressources naturelles, l'accès limité aux services de base, le manque d'accès à l'eau potable, à l'assainissement, ainsi que la difficulté de fournir des emplois et des opportunités économiques.
- e. Pauvreté alimentaire :** L'insécurité alimentaire et la malnutrition sont des problèmes persistants à travers le monde. Les difficultés d'accès aux denrées alimentaires nutritives, les sécheresses, les conflits et les perturbations climatiques contribuent à la pauvreté alimentaire dans de nombreuses régions.
- f. Pauvreté en emploi :** Le chômage, le sous-emploi et l'informalité sont des dimensions de la pauvreté. Par exemple en Afrique de nombreux travailleurs luttent pour trouver des emplois décents, avec des salaires suffisants et des conditions de travail sécurisées.
- g. Pauvreté sociale :** La marginalisation sociale, la discrimination et l'exclusion sont également des dimensions importantes de la pauvreté. Les groupes vulnérables tels que les femmes, les personnes handicapées et les minorités ethniques peuvent faire face à des obstacles supplémentaires pour accéder aux opportunités économiques, sociales et politiques.

Figure N° 01 : Les multi-dimensions de la pauvreté.



Source : OCDE (2001).

II-4 Mesure de la pauvreté

La mesure de la pauvreté est un outil essentiel pour évaluer et comprendre l'ampleur des inégalités économiques et sociales au sein d'une population donnée.

- a. **Le seuil de pauvreté** : Le seuil de pauvreté ne peut être défini simplement en calculant ou en observant des « besoins minima ». Certes, une méthode traditionnelle pour fixer un seuil consiste à définir un panier de biens jugés indispensables, puis à calculer la valeur de ce panier aux prix moyens pratiqués. Mais cette méthode ne convient que lorsque l'alimentation représente l'essentiel du budget des plus défavorisés. En effet, il n'existe de standard acceptable pour rendre compte des besoins essentiels que dans le cas de l'alimentation (Orshansky, 1965).
- b. **L'indice de pauvreté multidimensionnelle (IPM)** : est un nouvel outil de mesure de la pauvreté qui ne se limite pas aux aspects économiques et permet de rendre compte de ses

multiples manifestations et de son degré d'intensité dans la vie des individus. Créé par Sabina Alkire et Maria Emma Santos (2010), deux chercheuses de l'université d'Oxford, cet outil sera désormais utilisé pour les prochains travaux du Programme des Nations Unies pour le développement. A la différence des indicateurs monétaires, l'IPM permet de comprendre que « tous les pauvres ne sont pas pauvres pour les mêmes raisons ».

Dans les pays développés à économie de marché, les privations subies par les individus les plus défavorisés ne sont pas les mêmes que celles subies dans les pays en développement : les indicateurs d'instabilité de l'emploi ou de faible qualité de l'éducation apparaissent alors plus pertinents pour mesurer la pauvreté que l'existence de "capabilities" (A. Sen).

- c. L'indice de privation matérielle :** L'indicateur de privation matérielle et sociale de l'UE est défini comme la part de personnes vivant en logement ordinaire ne pouvant pas couvrir les dépenses liées à au moins cinq éléments de la vie courante sur treize considérés comme souhaitables, voire nécessaires, pour avoir un niveau de vie acceptable (Insee, 08/07/2021).
- d. Le coefficient de Gini :** L'indice (ou coefficient) de Gini est un indicateur synthétique permettant de rendre compte du niveau d'inégalité pour une variable et sur une population donnée. Il varie entre 0 (égalité parfaite) et 1 (inégalité extrême). Entre 0 et 1, l'inégalité est d'autant plus forte que l'indice de Gini est élevé. Il est égal à 0 dans une situation d'égalité parfaite où la variable prend une valeur identique sur l'ensemble de la population. À l'autre extrême, il est égal à 1 dans la situation la plus inégalitaire possible, où la variable vaut 0 sur toute la population à l'exception d'un seul individu. Les inégalités ainsi mesurées peuvent porter sur des variables de revenus, de salaires, de niveau de vie, etc. (Insee, 13/01/2020).

Ces mesures peuvent aider les décideurs à comprendre la nature et l'ampleur de la pauvreté, et à élaborer des politiques pour la réduire.

II-5 Impact du capital humain sur la réduction de la pauvreté

Le développement du capital humain joue un rôle déterminant pour mettre fin à l'extrême pauvreté et renforcer l'inclusion sociale. Pour cela, il faut investir dans la nutrition, les services de santé, une éducation de qualité, l'acquisition de compétences et l'accès aux emplois.

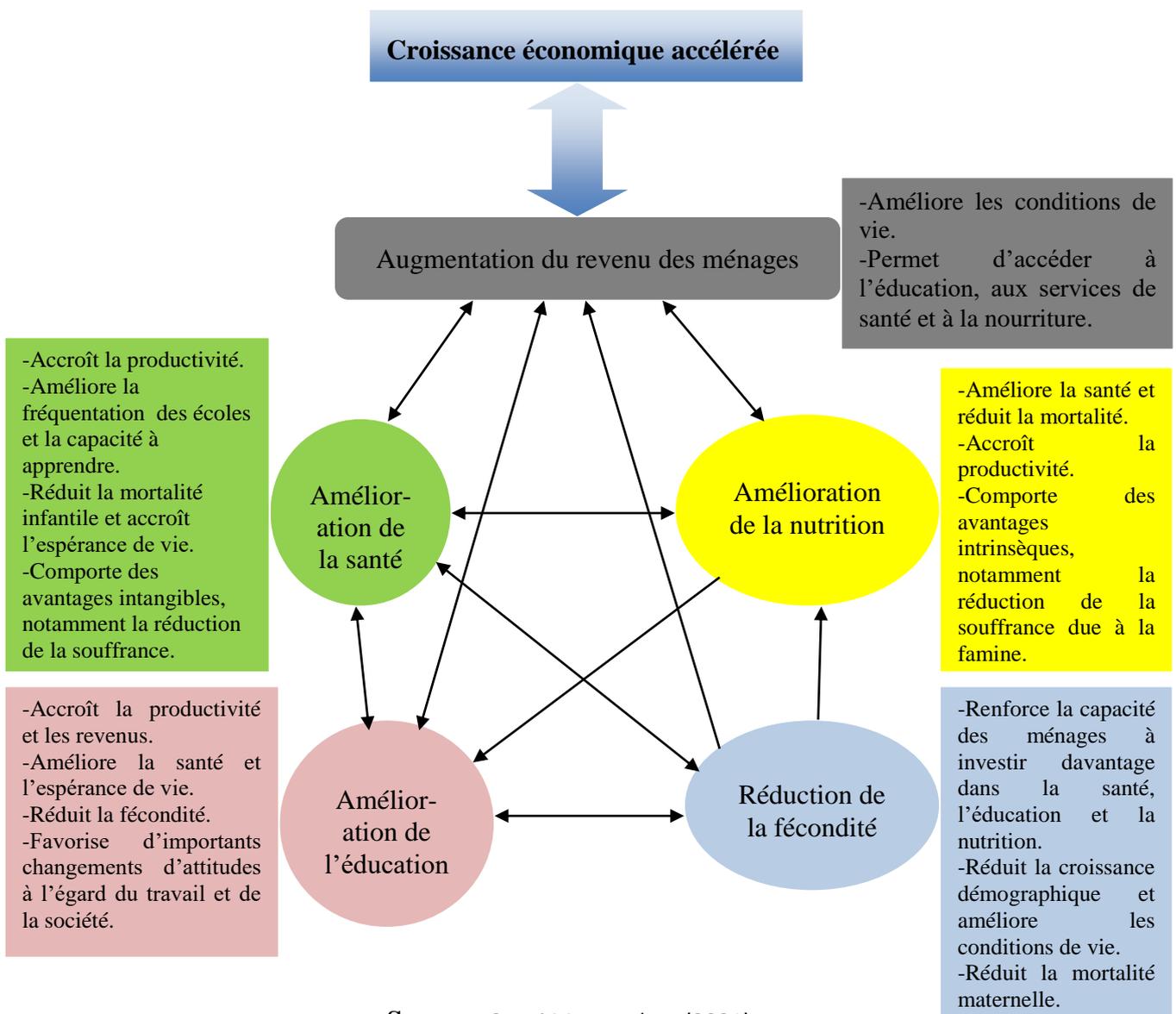
Pour les pays qui n'investissent pas suffisamment dans leur capital humain, le prix de l'inaction est de plus en plus lourd. Sans capital humain, une nation ne peut pas maintenir une

croissance économique durable, préparer sa main-d'œuvre aux emplois plus qualifiés de demain ni soutenir la concurrence dans l'économie mondialisée (Banque mondiale, 2018).

L'éducation permet de réduire le niveau de la pauvreté (Jung et Thorbecke, 2003; Awan et al., 2011), force est de reconnaître que les niveaux de richesse peuvent aussi influencer les niveaux d'études atteints par les individus (Lommerud, 1989 ; Chevalier et al., 2013).

Les raisons en faveur de l'investissement dans le capital humain sont liées aux avantages tangibles et intangibles qu'il apporte à l'éducation et à la santé, tel que résumé dans la Figure N° 02. En général, ces avantages peuvent être regroupés en trois catégories étroitement liées : les avantages directs, les avantages indirects et les retombées générales pour la croissance.

Figure N° 02 : Corrélations entre les différents aspects du capital humain.



Source : Seyni Mamoudou, (2021).

Dans un monde en constante évolution, la valorisation du capital humain est devenue une priorité pour les organisations soucieuses de rester compétitives. On distingue deux types d'avantages :

Lorsqu'on étudie l'importance de l'investissement dans l'éducation, on se concentre souvent uniquement sur l'aspect financier en évaluant l'augmentation totale des revenus résultant d'une année supplémentaire d'éducation. Les calculs du taux de rentabilité se focalisent sur la mesure de cette augmentation.

Des études ont démontré qu'il existe une corrélation positive entre l'éducation et les revenus, aussi bien dans les pays développés que dans les pays en développement. Chaque année d'instruction supplémentaire entraîne une augmentation des revenus d'environ 10 pour cent (Psacharopoulos, 1994).

La preuve de l'impact du statut nutritionnel sur la productivité de la main-d'œuvre et les salaires a fait l'objet de nombreuses études (Behrman 1993). Par exemple, une étude effectuée en Sierra Leone s'est penchée sur le lien qui existe entre l'absorption de calories et la productivité de la main-d'œuvre agricole (Straus, 1986). Selon cette étude, une augmentation de l'écart standard en calories par adulte équivalent se traduirait par un accroissement de la production agricole de 20 pour cent, contre 33 pour cent pour un écart standard de la production de la main-d'œuvre (M.N. Hussain, S.S. Moyo, T.W. Oshikoya, 2000).

L'éducation a un impact sur la santé et la nutrition, et cet impact se manifeste comme l'une des conséquences indirectes des dépenses d'éducation. Dans les pays en développement, les enfants dont les parents sont instruits sont moins exposés au risque de décès prématuré. En d'autres termes, les parents ayant reçu une éducation formelle sont mieux à même de détecter les problèmes médicaux de leurs enfants.

C'est pourquoi il est considéré que les enfants dont les mères ont bénéficié d'une éducation formelle sont moins susceptibles de mourir à un jeune âge.

Conclusion :

En conclusion, ce chapitre nous a permis d'explorer les notions fondamentales du capital humain et de la réduction de la pauvreté, ainsi que leur impact mutuel. Nous avons constaté que le capital humain, qui représente l'ensemble des connaissances, des compétences et des aptitudes d'un individu.

Conclusion

Nous avons compris que le capital humain permet aux individus d'accéder à des meilleures opportunités économiques et sociales. L'investissement dans l'éducation, la formation professionnelle et le développement des compétences est essentiel pour renforcer les individus à sortir de la pauvreté.

Pour conclure, il est évident que le capital humain et la réduction de la pauvreté sont étroitement liés. En renforçant le capital humain des individus et en donnant les moyens d'améliorer leur niveau d'éducation, leurs compétences, et leurs opportunités. Nous pouvons créer les conditions propices à une réduction durable de la pauvreté, cela nécessite une approche intégrée, impliquant des investissements au niveau du capital humain.

Chapitre II :
Pauvreté en Afrique :
quel constat ?

Malgré les différents efforts entrepris par les autorités, la pauvreté n'a pas diminué pour de nombreux Africains et l'écart entre les personnes extrêmement pauvres et la classe moyenne émergente s'accroît dans plusieurs pays. La fragilité sociale, environnementale et économique croissante du continent rend crucial pour les gouvernements de maintenir la paix sociale et l'équilibre économique. Les filets sociaux visent à assurer que personne n'est laissé pour compte, en particulier dans les ménages confrontés à une extrême pauvreté et vulnérabilité, même si les ressources disponibles sont limitées et ne peuvent pas couvrir tous les pauvres en Afrique.

Dans ce chapitre, nous examinerons pour une première section l'état des lieux de la croissance économique et de la pauvreté en Afrique, puis pour une deuxième section les politiques menées dans ces pays visant à améliorer le capital humain et à réduire la pauvreté.

Section 01 : Etat des lieux de la croissance économique et de la pauvreté en Afrique

Dans cette section, nous analyserons en détail l'état actuel de la croissance économique et de la pauvreté en Afrique. Nous analyserons la croissance économique en Afrique et les facteurs contribuant à la croissance économique. Ensuite, la pauvreté en Afrique, l'évolution des taux de pauvreté, l'insécurité alimentaire en Afrique. Enfin, les limites de la croissance économique en Afrique.

I-1 Croissance économique en Afrique

Au cours des dernières décennies, l'Afrique a enregistré une croissance économique globale, bien que marquée par des fluctuations. Selon la Banque africaine de développement, le continent a connu une croissance économique moyenne d'environ 3,4% entre 2010 et 2019, bien qu'elle ait été légèrement freinée en raison de la pandémie de COVID-19 (Banque africaine de développement, 2020).

I-2 Facteurs contribuant à la croissance économique

Plusieurs facteurs ont contribué à la croissance économique en Afrique. Tout d'abord, les investissements étrangers et nationaux ont joué un rôle crucial en stimulant la croissance dans divers secteurs tels que les infrastructures, l'agriculture, l'énergie et les industries manufacturières (CNUCED, 2020).

L'essor du secteur des technologies de l'information et de la communication (TIC) a également favorisé la croissance économique en stimulant l'innovation, l'accès aux services financiers et la connectivité (Banque mondiale, 2019).

L'intégration régionale et le commerce intra-africain ont également été identifiés comme des moteurs potentiels de la croissance économique. L'Accord de libre-échange continental africain (ZLECAf), entré en vigueur en janvier 2021, vise à créer une zone de libre-échange continentale, ce qui pourrait permettre les échanges commerciaux entre les pays africains et favoriser la croissance économique (Union Africaine, 2021).

Les progrès en matière de gouvernance et de stabilité politique ont également joué un rôle crucial dans la promotion de la croissance économique en Afrique. L'amélioration de la gouvernance, la lutte contre la corruption et la consolidation de la démocratie ont permis de créer un environnement plus favorable aux investissements et à la croissance économique (Banque mondiale, 2018).

I-3 La pauvreté en Afrique

Malgré les progrès réalisés dans certains domaines, une grande partie de la population africaine vit encore dans la pauvreté. Selon les données de la Banque mondiale, en 2020, près de 416 millions de personnes en Afrique subsaharienne vivaient avec moins de 1,90 dollar par jour, ce qui représente environ 41% de la population de la région (Banque mondiale, 2021).

Plusieurs facteurs contribuent à la persistance de la pauvreté en Afrique. Tout d'abord, les inégalités de revenus et d'accès aux ressources jouent un rôle majeur. Une distribution inéquitable des revenus, des terres et des opportunités économiques des écarts socio-économiques importants (Banque mondiale, 2019).

Les conflits et les crises politiques constituent également un défi majeur pour la réduction de la pauvreté. Les pays touchés par des conflits prolongés ou des crises politiques ont tendance à afficher des taux de pauvreté plus engendrés en raison de la destruction des infrastructures, de la perturbation des services sociaux de base et de la faible attractivité pour les investissements (PNUD, 2019).

Le chômage et le sous-emploi sont également des facteurs contribuant à la pauvreté en Afrique. La croissance économique insuffisante n'a pas été en mesure de créer

suffisamment d'emplois formels, ce qui conduit à un chômage élevé et à une précarité de l'emploi (OIT, 2018).

Les problèmes liés à l'agriculture et à la sécurité alimentaire sont également des causes importantes de la pauvreté en Afrique. L'agriculture reste le principal moyen de subsistance pour de nombreux Africains, mais les défis tels que le manque d'accès aux intrants agricoles, la dégradation des terres et les changements climatiques limitent la productivité agricole et l'accès à une alimentation adéquate (FAO, 2020).

Plusieurs initiatives ont été mises en place pour réduire la pauvreté en Afrique. Les gouvernements africains ont adopté des politiques de développement économique et social visant à favoriser la croissance inclusive, l'emploi et l'accès aux services de base tels que l'éducation et les soins de santé.

Les programmes de protection sociale, tels que les transferts monétaires conditionnels, sont également mis en œuvre pour aider les populations vulnérables à sortir de la pauvreté. Ces programmes fournissent un filet de sécurité économique en fournissant des revenus directs aux familles pauvres, en particulier aux femmes et aux enfants (Banque mondiale, 2020).

Les initiatives de micro-finance et d'entrepreneuriat jouent un rôle important dans la réduction de la pauvreté en Afrique. En encourageant l'esprit d'entreprise et en facilitant l'accès au crédit pour les petits entrepreneurs, ces initiatives contribuent à créer des opportunités économiques et à améliorer les moyens de subsistance (PNUD, 2019).

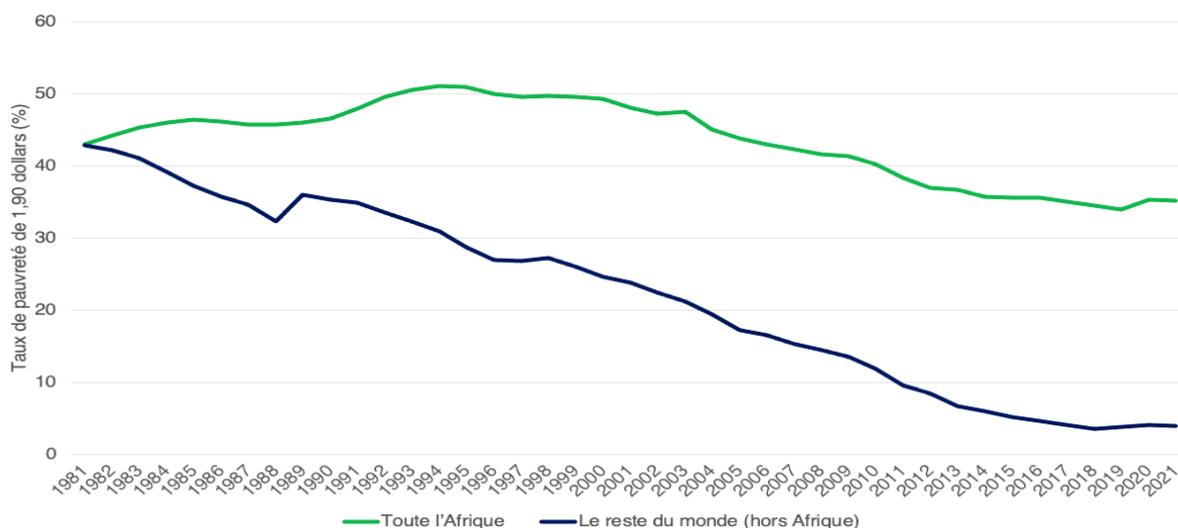
Enfin, les partenariats internationaux et l'aide au développement sont essentiels pour soutenir les efforts de réduction de la pauvreté en Afrique. Les bailleurs de fonds internationaux, les organisations régionales et les partenaires de développement collaborent avec les gouvernements africains pour mobiliser des ressources, renforcer les capacités et soutenir des initiatives spécifiques dans des domaines tels que la santé, l'éducation, les infrastructures et l'agriculture (OCDE, 2021).

I-4 Evolution des taux de pauvreté

Malgré les progrès réalisés dans certains pays comme le Botswana, l'Éthiopie et le Rwanda, où l'indice de pauvreté a diminué de manière significative, la pauvreté reste un problème persistant dans de nombreux autres pays africains.

En se basant sur le seuil de pauvreté fixé à 1,90 dollar par jour, le taux d'extrême pauvreté de l'Afrique en 1981, soit 43,1 %, était presque égal à la moyenne du taux du reste du monde, soit 42,8 %. Cependant, en 2015, le taux d'extrême pauvreté de l'Afrique, qui était d'environ 35,5 %, était 6,8 fois supérieur à la moyenne du reste du monde.

Figure N° 03 : Taux de pauvreté de 1,90 dollar pour l'Afrique et le reste du monde (1981-2021).



Source : E. R. AIKINS & J. MCLACHLAN, 2022.

Dans les années 1990, les niveaux de pauvreté du Nigeria, du Lesotho, de Madagascar et de la Zambie étaient comparables à ceux de la Chine, du Vietnam et de l'Indonésie. Néanmoins, alors que ces derniers ont réussi à réduire considérablement l'extrême pauvreté, les pays africains ont échoué.

En Afrique, les taux de pauvreté les plus importants sont concentrés en Afrique subsaharienne. On note que l'Afrique centrale a le taux de pauvreté extrême le plus élevé (54,8 %), suivie de l'Afrique australe (45,1 %). Les taux en Afrique de l'Ouest et de l'Est sont respectivement de 36,8 % et 33,8 %. Quant à l'Afrique du Nord, elle a atteint la cible fixée par les ODD, ayant réduit son taux de pauvreté sous le niveau de 3 %, en 2019.

Ces différences régionales reflètent l'importance des écarts entre les 54 pays africains. Dix d'entre eux possédaient des taux de pauvreté extrême excédant 50 % en 2019. Le Soudan du Sud, le pays le plus pauvre d'Afrique, a enregistré un taux supérieur à 80 % et le Burundi, Madagascar, la République centrafricaine et la République démocratique du Congo ont tous enregistré des taux de pauvreté extrême supérieurs à 70 %.

D'autres pays ont réalisé de bons résultats. Par exemple, le Maroc, l'Algérie, la Tunisie, les Seychelles et Maurice ont eu des taux de pauvreté extrême inférieurs à 1 % en 2019. L'Égypte, le Cap-Vert et la Libye ont également atteint la cible fixée par les ODD.

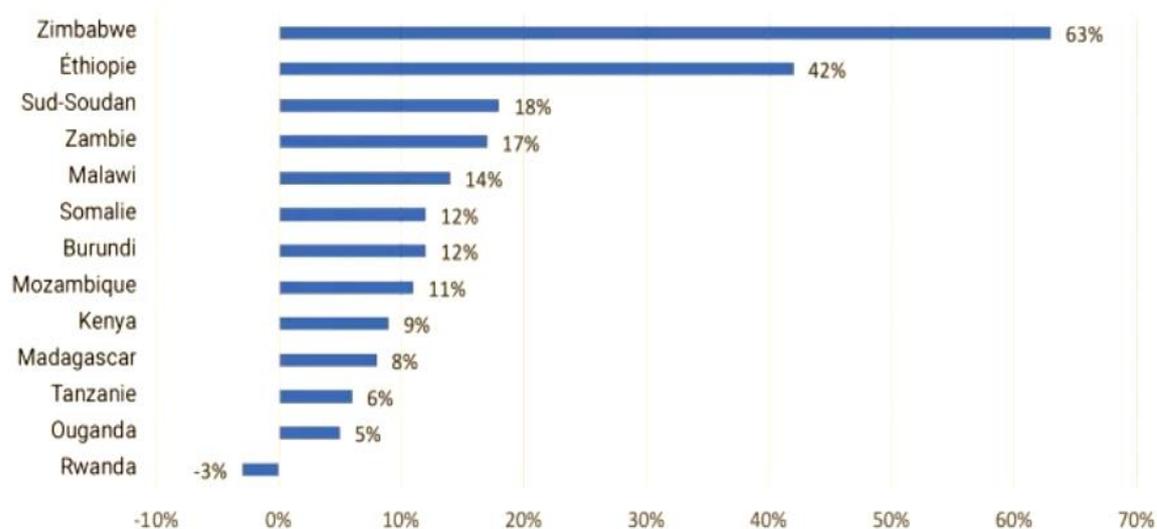
L'incapacité de l'Afrique à réduire son taux élevé de pauvreté extrême a été attribuée à de nombreux facteurs, le premier étant que sa croissance est fortement tributaire des ressources naturelles au lieu de dépendre du développement du secteur agricole et rural, qui caractérise 85 % des moyens de subsistance des Africains. En plus d'une faible détention des actifs et d'un accès limité aux services publics, les niveaux de pauvreté initialement plus élevés font que les foyers ont du mal à tirer parti de la croissance. Il faut ajouter que la mauvaise gouvernance, la corruption et les fortes inégalités dans les revenus ne font qu'exacerber la pauvreté (E. R. AIKINS & J. MCLACHLAN, 2022).

I-5 l'insécurité alimentaire en Afrique

L'insécurité alimentaire est étroitement liée à la pauvreté, en particulier dans les zones rurales, et affecte à la fois la pauvreté chronique et saisonnière. Au Niger, plus de la moitié de la population consomme moins de l'apport calorique minimum recommandé, et au Libéria, on estime que 41% de la population souffre d'insécurité alimentaire.

Même dans les pays où l'insécurité alimentaire nationale est inférieure à la moyenne, les zones rurales et arides sont généralement fortement touchées. Les analyses des filets sociaux ont identifié différents types d'insécurité alimentaire.

Ainsi, dans plusieurs pays, certains groupes de population souffrent principalement d'insécurité alimentaire chronique en raison d'une pauvreté persistante et de l'incapacité à se procurer suffisamment d'aliments pour répondre à leurs besoins caloriques quotidiens.

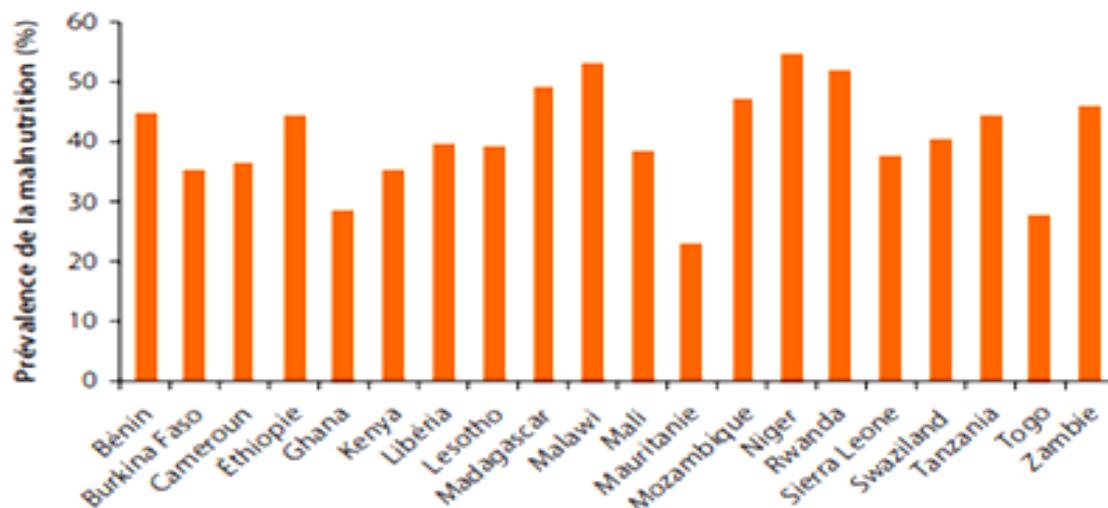
Figure N° 04 : Pourcentage de la population souffrant d'insécurité alimentaire.

Source: H. KRAY, S. SHETTY, P. COLLEYE, 2022 (FMI & de Trading Economics Data).

L'insécurité alimentaire ne se résume pas à la famine ou la faim aiguë. Elle prend aussi la forme d'une malnutrition durable qui compromet la santé. Dans toute l'Afrique de l'Est et australe, la part des personnes sous-alimentées augmente. Elle est passée de 21 % en 2019 à plus de 25 % en 2020, avec de graves conséquences pour la santé et le bien-être des habitants de la région. À Madagascar, l'insécurité alimentaire est chronique et les taux de malnutrition sont les plus élevés d'Afrique. Près de la moitié des enfants de moins de cinq ans du pays souffrent d'un retard de croissance et environ un quart de la population est sous-alimentée. En Éthiopie, les femmes et les enfants sont les premières victimes de la malnutrition, et on estime que 44 % des enfants souffrent d'un retard de croissance. Très souvent, dans les situations de crise, c'est la diversité alimentaire qui est menacée la première (H. KRAY, S. SHETTY, P. COLLEYE, 2022).

D'autre part, même une diminution temporaire de l'apport nutritionnel chez les jeunes enfants accroît le risque de retard de croissance et de malnutrition, ce qui est observé dans des pays tels que le Bénin, l'Éthiopie, Madagascar, le Malawi, le Mozambique, le Niger, le Rwanda, la Tanzanie et la Zambie, où les taux de malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans sont alarmants. À long terme, ces effets, en plus de désinvestir dans l'éducation et les biens productifs, risquent d'avoir des conséquences graves sur la pauvreté et le bien-être.

Figure N° 05 : Prévalence de la malnutrition chez les enfants de moins de 5ans, dernière année disponible.



Source : Victoria Monchuk, 2015.

Note : la Prévalence de la malnutrition infantile correspond au pourcentage d'enfants de moins de 5 ans dont la taille pour l'âge (retard de croissance) équivaut à plus de 2 déviations standards sous la moyenne de la population internationale de référence du même âge.

La pauvreté et la vulnérabilité des ménages peuvent être expliquées par plusieurs facteurs. En particulier, les ménages vivant en milieu rural sont plus susceptibles d'être pauvres en raison de leur accès limité aux services sociaux et économiques, ainsi que de leur dépendance plus importante à l'agriculture. Le type de ménage est également un facteur déterminant, avec les ménages nombreux et ayant un faible niveau de capital humain étant plus vulnérables à la pauvreté. Des données provenant de différents pays montrent que les ménages polygames ou dirigés par une veuve sont souvent les plus pauvres. Cependant, il n'y a pas de preuve confirmant que les personnes âgées sont plus pauvres que le reste de la population au Lesotho et à Madagascar (V. Monchuk, 2015).

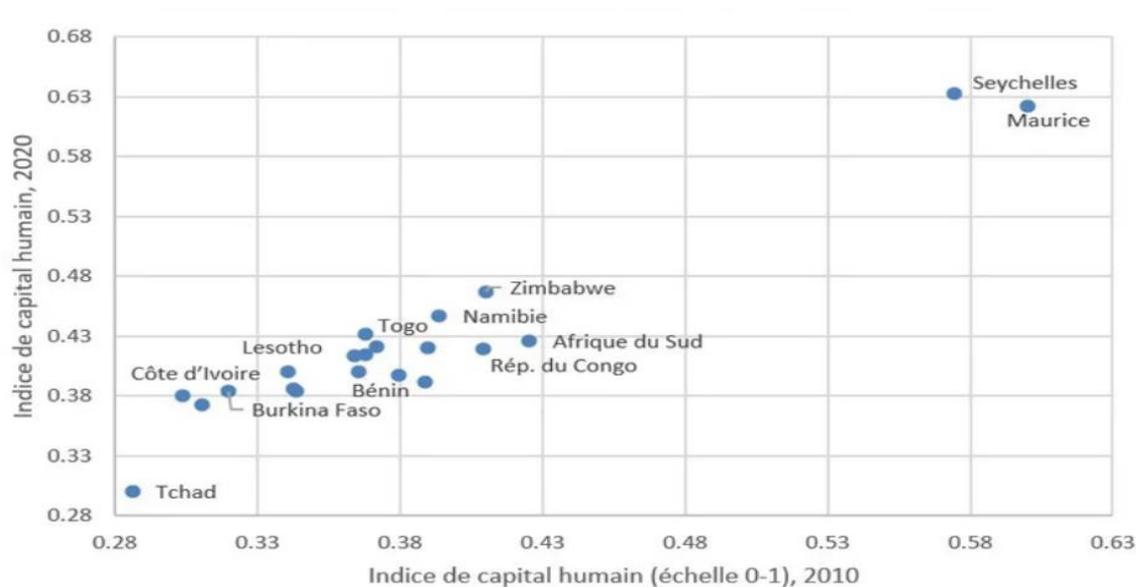
En Afrique, la pauvreté est concentrée dans des zones spécifiques et certains groupes d'individus, qui restent prisonniers de la pauvreté et n'ont pas été en mesure de profiter de la croissance économique récente.

I-6 Limites de la croissance économique

Depuis la décolonisation, l'Afrique subsaharienne a fait de grands progrès en matière de développement du capital humain, ce terme désignant la santé, les connaissances et les compétences que les individus accumulent tout au long de leur vie et qui leur permettent de

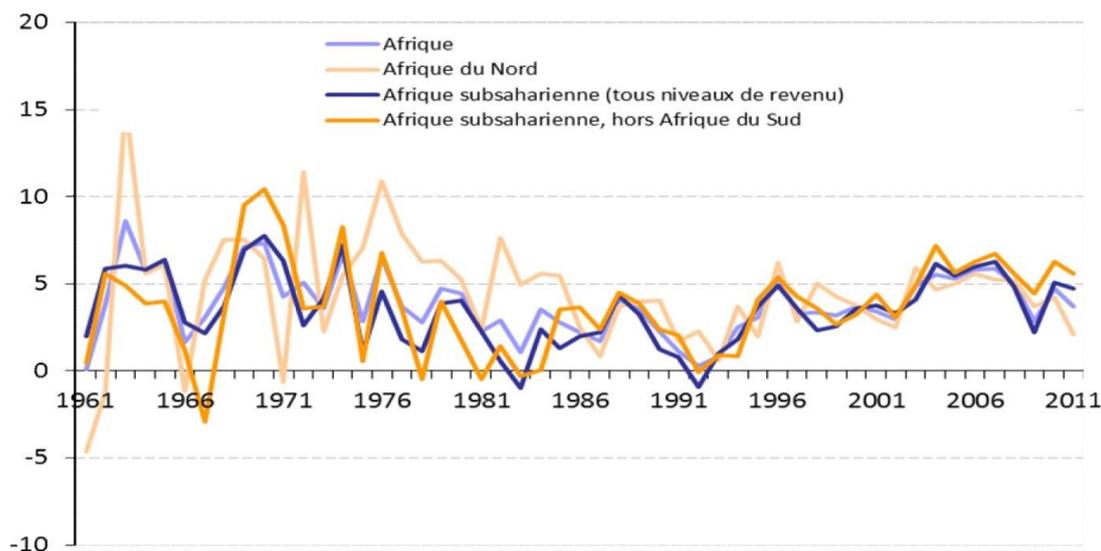
réaliser leur potentiel productif. Les avancées dans la région résultent, en grande partie, de l'amélioration de l'accès aux services et de la réduction des inégalités hommes-femmes dans les domaines de l'éducation, de la santé, de la nutrition et de la protection sociale.

Figure N° 06 : Indice de capital humain (IDH) 2010/2020 (Garçons et filles).



Source : H. BRIXI L. RAWLINGS, 2022 (données de la Banque Mondiale, 2022).

La progression de l'Afrique subsaharienne est mesurable. L'indice de capital humain, qui mesure la productivité future des enfants par rapport à une valeur de référence correspondant à des conditions de santé optimales et une scolarité complète, a augmenté dans presque tous les pays subsahariens entre 2010 et 2020 (graphique 1). Depuis 1990, le taux de mortalité des moins de cinq ans a chuté et l'espérance de vie à la naissance est passée de 40 ans en 1960 à 62 ans en 2019. Le nombre d'enfants scolarisés dans le primaire et le secondaire a doublé depuis 1970, même si ces progrès sont partiellement tempérés par de faibles résultats sur le plan des acquis scolaires (UNESCO, 2021).

Figure N° 07 : Croissance du PIB en % (1961-2011).

Source : I. Zamfir, 2016.

D'après la figure N° 07, l'histoire économique de l'Afrique depuis l'indépendance se caractérise par des fluctuations considérables. Le continent a connu deux périodes de croissance: une entre 1961 et 1975, puis une seconde de 1995 à aujourd'hui, avec une période de stagnation entre les deux. Au vu de la stagnation prolongée sur le plan économique et de la faible performance économique du continent comparativement à d'autres régions de la planète, l'Afrique semblait vouée au sous-développement chronique. Les hypothèses développées pour expliquer cette situation tournaient généralement autour de trois facteurs: le contexte géographique, l'héritage de l'esclavagisme et la colonisation. Ceci laisse à penser que l'un de ces facteurs initiaux a amené les pays africains sur un parcours institutionnel non propice au développement.

Il n'est donc pas surprenant que le continent affiche une faible performance économique. Pourtant, l'Afrique n'a pas toujours été considérée comme condamnée au sous-développement. À la fin de la période coloniale, ses ressources et sa relative stabilité étaient comparées favorablement aux perspectives de développement de l'Asie du Sud-Est, alors en proie aux conflits, à la pauvreté et à l'échec économique apparent. En réalité, l'Afrique a connu une croissance soutenue dans les années 60 et 70, atteignant plus de 5 % dans de nombreux cas.

Cependant, cette croissance s'est brutalement arrêtée en 1979, simultanément à la crise pétrolière. L'augmentation des prix du pétrole et des taux d'intérêt sur les dettes souveraines a eu des conséquences néfastes pour de nombreux pays.

Les tentatives d'industrialisation menées au cours des décennies suivantes étaient souvent initiées par les gouvernements et financées par des emprunts étrangers. Cependant, ces industries, censées remplacer les importations, se sont révélées peu compétitives, produisant des biens de qualité médiocre et affichant une faible productivité. De nombreux secteurs non viables ont été abandonnés pendant les périodes de difficultés économiques des années 80 et 90, laissant de nombreux pays africains paralysés par la dette (I. Zamfir, 2016).

Tableau I : Croissance du PIB réel (pourcentage).

	Estimations d'avril 2022					Estimations d'avril 2022			
	2020	2021 (estimé)	2022 (projeté)	2023 (projeté)		2020	2021 (estimé)	2022 (projeté)	2023 (projeté)
Afrique australe	-6,0	4,2	2,5	2,4	Afrique du Nord	-1,3	11,7	4,5	4,2
Afrique du Sud	-6,4	4,9	1,9	1,4	Algérie	-4,9	4,0	3,7	2,6
Angola	-5,4	0,7	2,9	3,5	Égypte	3,6	3,3	5,7	5,1
Botswana	-8,7	12,5	4,2	4,4	Libye	-59,7	177,3	3,5	4,4
Lesotho	-7,6	1,0	2,5	2,8	Maroc	-6,3	7,2	1,8	3,3
Madagascar	-7,1	3,3	5,0	5,4	Mauritanie	-1,8	3,9	4,8	4,6
Malawi	0,9	3,9	2,4	4,0	Tunisie	-8,7	3,4	2,5	3,2
Maurice	-14,9	4,0	6,2	5,6	Afrique de l'Ouest	-0,6	4,3	4,1	4,1
Mozambique	-1,2	2,2	3,7	4,5	Bénin	3,8	7,0	6,1	6,4
Namibie	-7,9	2,4	2,6	3,5	Burkina Faso	1,9	6,7	5,0	5,4
São Tomé et Príncipe	3,1	2,2	1,5	3,2	Cap-Vert	-14,8	7,1	5,1	5,7
eSwatini	-1,9	6,1	2,4	1,9	Côte d'Ivoire	2,0	7,4	6,0	6,7
Zambie	-3,0	4,0	3,2	3,8	Gambie	-0,2	5,5	4,8	5,8
Zimbabwe	-5,3	6,3	3,5	3,3	Ghana	0,4	5,0	5,3	5,1
Afrique centrale	-0,5	3,4	4,6	4,3	Guinée	6,4	4,3	4,9	5,7
Cameroun	0,5	3,5	3,8	4,1	Guinée-Bissau	-1,4	3,8	3,7	4,5
Centrafrique	1,0	0,7	3,8	3,9	Libéria	-3,0	3,3	3,5	4,3
Congo	-8,1	-0,2	4,3	3,2	Mali	-1,2	3,2	2,1	5,4
Gabon	-1,8	1,3	3,3	3,4	Niger	3,5	1,4	6,5	7,2
Guinée équatoriale	-4,9	1,4	5,0	-1,9	Nigeria	-1,8	3,6	3,4	3,0
Rép. Dém. Du Congo	1,7	5,7	6,2	6,5	Sénégal	1,3	6,1	4,6	8,2
Tchad	-2,2	0,6	2,9	3,2	Sierra Leone	-2,0	3,2	4,0	4,2
Afrique de l'Est	1,5	4,8	4,7	5,5	Togo	1,8	6,0	5,8	6,8
Burundi	-1,0	2,3	3,6	4,6	Afrique	-1,6	6,9	4,1	4,1
Comores	0,2	1,9	2,5	3,2	Afrique (hors Libye)	-1,2	4,2	4,1	4,1
Djibouti	1,2	3,9	3,4	5,2	Afrique (hors Nigeria)	-1,5	7,5	4,2	4,3
Érythrée	-0,6	2,9	4,7	3,6	<i>Postes pour mémoire</i>				
Éthiopie	6,1	5,6	4,8	5,7	Afrique du Nord (y compris le Soudan)	-1,5	10,9	4,4	4,3
Kenya	-0,3	6,7	5,9	5,5	Afrique subsaharienne	-1,7	4,3	3,8	4,0
Ouganda	-1,5	6,0	4,6	6,2	Afrique subsaharienne hors Afrique du Sud	-0,7	4,2	4,2	4,6
Rwanda	-3,4	10,0	6,9	7,9	Pays exportateurs de pétrole	-1,0	8,1	4,4	4,1
Seychelles	-7,7	7,9	5,0	5,9	Pays importateurs de pétrole	-2,4	5,3	3,7	4,1
Somalie	-0,3	2,0	3,0	3,6					
Soudan	-3,6	0,5	2,5	4,5					

Soudan du Sud	13,2	-6,0	5,3	6,5
Tanzanie	4,8	4,9	5,0	5,6

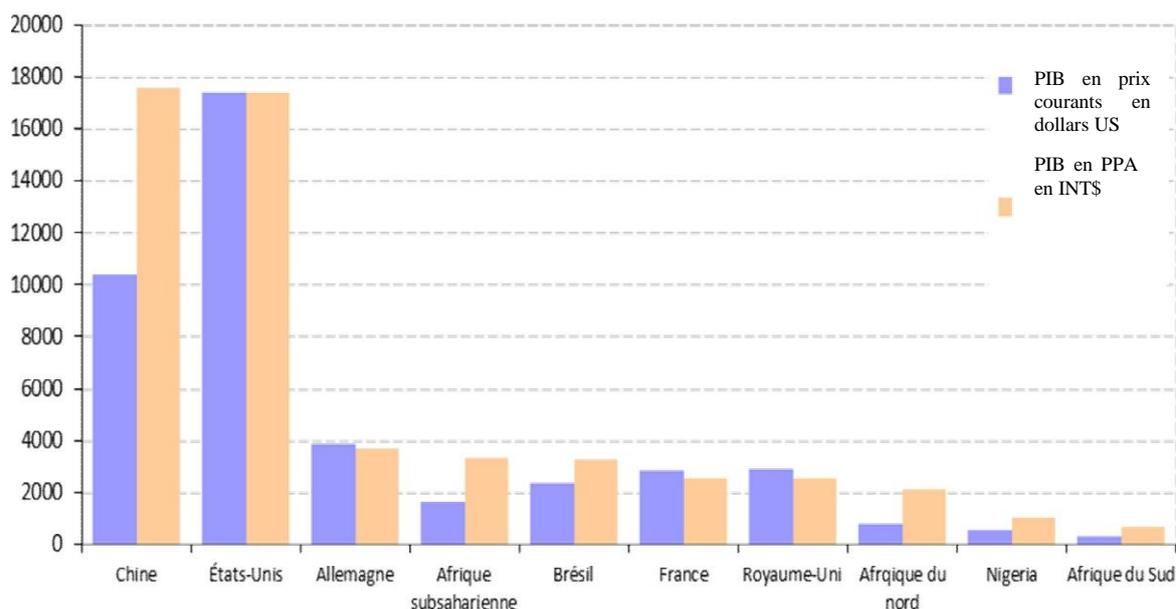
Source : Statistiques de la Banque africaine de développement, 2022.

On observe d'après le tableau représente les estimations de la croissance du PIB réel en pourcentage pour différentes régions d'Afrique, ainsi que pour certains pays spécifiques, pour les années 2020, 2021 (estimé), 2022 et 2023 (projeté) que :

- L'Afrique australe montre une croissance modérée du PIB réel, avec des taux positifs allant de 1,4% à 5,4% sur la période 2021-2023. Madagascar semble avoir une forte performance de croissance dans la région.
- L'Afrique centrale connaît une amélioration de la croissance, passant d'un taux négatif en 2020 à des taux positifs entre 3,2% et 6,5% pour 2021-2023.
- L'Afrique de l'Est affiche une croissance positive, avec le Rwanda se distinguant par une croissance à deux chiffres en 2021 et 2022.
- L'Afrique du Nord montre une forte reprise de la croissance en 2021, mais les taux ralentissent ensuite en 2023 pour la plupart des pays de la région.
- Le Botswana enregistre une croissance exceptionnellement élevée en 2021, suivie d'une décélération en 2022 et 2023.
- L'Éthiopie, le Ghana et le Sénégal se démarquent comme des économies africaines en croissance soutenue sur toute la période de 2021 à 2023.
- La Libye a connu une énorme reprise en 2021 après une contraction massive en 2020, mais le taux de croissance diminue progressivement par la suite.
- L'Afrique du Sud et le Nigeria, les deux plus grandes économies du continent, montrent une croissance modérée et stable, mais celle-ci reste inférieure à celle de nombreux autres pays africains.
- La croissance économique de l'Afrique subsaharienne est légèrement plus forte que celle de l'Afrique du Nord, avec des taux oscillant entre 3,8% et 4,3% de 2021 à 2023.
- Les pays exportateurs de pétrole connaissent une reprise significative de la croissance en 2021, tandis que les pays importateurs de pétrole ont des taux de croissance plus modestes mais stables sur la période considérée.

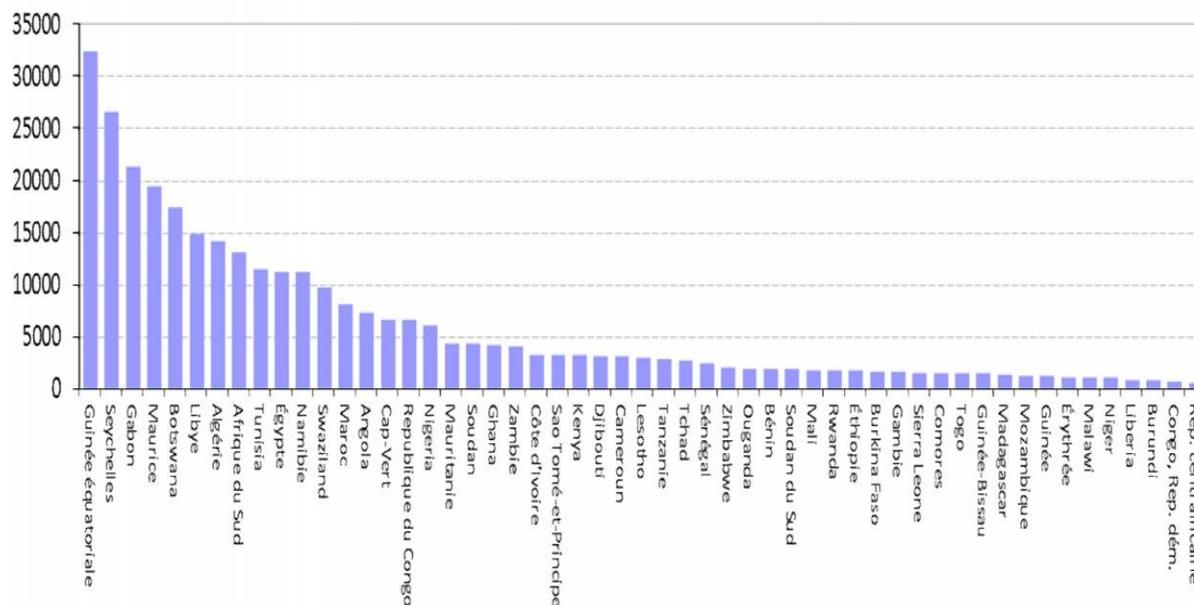
Ces données fournissent une vue d'ensemble de la performance économique prévue de différentes régions et pays africains. Il est important de noter que ces chiffres sont basés sur des estimations et des projections qui peuvent être influencées par divers facteurs économiques, politiques et sociaux. Les gouvernements et les décideurs politiques peuvent utiliser ces informations pour mieux comprendre les tendances économiques et élaborer des politiques qui favorisent la croissance économique et le développement dans la région.

Figure N° 08 : Vue comparative des PIB estimés en PPA, en milliards de dollars US, 2014.



Source : I. Zamfir, 2016, (données de FMI, 2015).

Malgré les taux de croissance solides observés ces dernières années, il est nécessaire d'examiner de plus près la performance économique de l'Asie du Sud et du Sud-est (ASS). Comparativement à d'autres régions, l'ASS présente une performance économique particulièrement faible. Malgré une population d'environ un milliard de personnes, son produit intérieur brut (PIB) en parité de pouvoir d'achat (PPA) se situe entre celui de l'Allemagne et celui du Brésil. De plus, la croissance démographique de l'ASS est soutenue et elle affiche le taux le plus élevé dans le monde à cet égard. Cela signifie que la croissance du PIB par habitant a été inférieure à celle du PIB total. Dans les années 2000, l'ASS a enregistré la troisième plus forte augmentation en pourcentage du PIB par habitant (en termes de PPA) à l'échelle mondiale, après l'Asie du Sud-est et le Pacifique. Cependant, concrètement, son taux de croissance n'atteignait qu'à peine la moitié de celui de ces deux régions (I. Zamfir, 2016).

Figure N° 09 : PIB en PPA par habitant (en \$) en 2015 par pays africain.

Source : I. Zamfir, 2016, (données de FMI, octobre 2015).

Malgré une croissance continue, de nombreux pays africains continuent de présenter un faible PIB par habitant. La plupart de ces pays ont un PIB par habitant évalué en parité de pouvoir d'achat (PPA) inférieur à 5 000 \$, et ceux qui dépassent ce seuil sont principalement des exportateurs de pétrole ou de minerais, ainsi que des économies plus diversifiées comme le Cap-Vert, l'Égypte, le Maroc, l'Île Maurice, la Tunisie, l'Afrique du Sud et les Seychelles. Malgré le fait que l'Afrique subsaharienne représente 12 % de la population mondiale et 18 % des terres, sa contribution au PIB mondial nominal n'est que de 1,5 % (2,3 % en PPA).

Section 02 : Politiques du capital humain et réduction de pauvreté

Cette section mettra en lumière les politiques du capital humain recommandées par des institutions internationales telles que le FMI, la Banque africaine de développement et la Banque mondiale pour réduire la pauvreté en Afrique. Nous explorons les stratégies et les programmes qui mettent l'accent sur le renforcement des capacités humaines, notamment l'éducation, la santé, la formation professionnelle et l'accès aux services sociaux de base.

II-1 Selon le Fonds monétaire international (FMI)

Le Fonds monétaire international (FMI) propose aux pays africains, ainsi qu'aux autres États membres, des conseils en matière de politique économique, accompagnés d'une assistance financière et technique si nécessaire pour soutenir leurs programmes économiques. Depuis la fin des années 80, l'aide financière accordée aux pays à faible revenu, y compris en Afrique, est assortie de conditions favorables, notamment un taux d'intérêt de 0,5 % par an. Entre 1987 et 1999, cette assistance était fournie par le biais de la Facilité d'Ajustement Structurel Renforcée (FASR). En fin 1999, la FASR a été transformée en Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et pour la Croissance (FRPC), qui s'inscrit dans le cadre d'une nouvelle approche des programmes économiques et de la lutte contre la pauvreté, adoptée en collaboration avec la Banque mondiale et d'autres créanciers ou bailleurs de fonds internationaux (FMI, 2002).

La Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et pour la Croissance (FRPC) est un nouveau mécanisme de prêts concessionnels du FMI qui met l'accent sur la lutte contre la pauvreté en tant qu'objectif central de la politique économique. Les pays qui bénéficient de ce mécanisme élaborent une stratégie de lutte contre la pauvreté à moyen terme et reçoivent l'aide du FMI et d'autres institutions pour aligner leurs dépenses publiques sur les financements disponibles.

La participation de la société civile est essentielle dans l'élaboration et le suivi des stratégies de lutte contre la pauvreté, afin de mobiliser un consensus national sur les priorités et de rendre les services publics plus adaptés aux besoins des plus démunis. Les pays bénéficiaires doivent améliorer leurs statistiques sur la pauvreté pour avoir de meilleurs indicateurs quantitatifs et qualitatifs.

Il est important de réorienter les ressources de l'État vers des dépenses et des services publics ciblés sur les pauvres, tels que l'éducation, la santé et les infrastructures rurales. Avant la mise en œuvre de mesures économiques et structurelles, il est nécessaire d'analyser leur impact social et redistributif, afin de mettre en place des dispositifs de protection sociale efficaces.

Les relations entre les pays bénéficiaires et leurs partenaires extérieurs ont évolué, mettant l'accent sur l'appropriation du programme par le pays bénéficiaire et la flexibilité dans la conception des programmes.

Une nouvelle approche a été adoptée, intégrant la formulation d'une stratégie de réduction de la pauvreté par le pays bénéficiaire, liant ainsi étroitement la réduction de la pauvreté à l'allègement de la dette. Des mesures énergiques de lutte contre la pauvreté, tels que des flux d'aide mieux ciblés et un accès élargi aux marchés des pays développés, auraient considérablement amélioré les perspectives des pays pauvres.

Dans le même temps, le FMI a mis davantage l'accent sur la réduction de la pauvreté en tant qu'objectif central de la politique économique des pays les plus démunis. Une approche appelée « appropriation » a été adoptée, encourageant les bénéficiaires à s'approprier les programmes soutenus par le FMI. Cette approche, soutenue par un document stratégique de réduction de la pauvreté préparé par le pays emprunteur, a contribué à assurer la cohérence des politiques et des relations avec les créanciers. Parallèlement, l'initiative en faveur des Pays Pauvres Très Endettés a été intensifiée, liant la réduction de la dette à la réduction de la pauvreté. Une stratégie anti-pauvreté élaborée par les pays bénéficiaires a été soutenue par le FMI et tous les créanciers officiels ont participé à l'allègement de la dette, avec pour objectif ultime de stimuler la croissance économique et de réduire la pauvreté.

Malgré ces défis, les politiques économiques globales sont restées dans la bonne direction. De plus, des progrès en matière de gouvernance ont été observés dans certains pays, notamment l'Afrique du Sud et le Nigeria, où des processus démocratiques ont été renforcés.

Bien que des efforts considérables restent à faire pour renforcer les mesures de lutte contre la pauvreté, de nombreux pays ont pris des mesures axées sur la protection sociale et la focalisation des dépenses publiques sur l'éducation et la santé. Par exemple, au Malawi, des semences et des engrais sont distribués aux plus démunis dans le cadre d'une initiative de protection sociale ciblée. De même, le Mozambique a réussi à cibler efficacement les groupes vulnérables nécessitant une protection. Au Ghana, des initiatives communautaires, des programmes d'échange de travail contre de la nourriture, ainsi que la formation et la réinsertion des fonctionnaires touchés par les réductions d'effectifs, sont mis en avant, de même que la fourniture de services de base tels que la construction de puits, des dispositifs sanitaires abordables, des médicaments génériques et des compléments alimentaires.

Thomas Stubbs, Alexandre Kentikelenis, David Stuckler, Martin McKee et Laurent King (2017), dans un article intitulé "L'impact de la conditionnalité du FMI sur les dépenses publiques de santé : une analyse transnationale de 16 pays d'Afrique de l'Ouest", ont mené

une étude approfondie sur les dépenses publiques dans les secteurs de l'éducation et de la santé. Leur recherche a révélé une augmentation significative et tangible de ces dépenses dans les pays qui bénéficiaient des programmes soutenus par le FMI, à la fois en termes absolus et par rapport au produit intérieur brut (PIB).

Ces résultats positifs ont également été accompagnés d'améliorations notables dans les indicateurs sociaux. Par exemple, l'analphabétisme a diminué de manière significative, démontrant une augmentation du taux de scolarisation tant au niveau primaire que secondaire, en particulier pour les filles. De plus, la mortalité infantile a connu une baisse remarquable, témoignant ainsi de progrès dans les soins de santé et de l'accessibilité accrus à ces services pour les populations. En outre, la vaccination s'est généralisée, atteignant un plus grand nombre d'individus et contribuant ainsi à une amélioration globale de la santé publique (Sanjeev G & Baoping S, 2017).

Ces conclusions soulignent l'importance des programmes soutenus par le FMI dans le renforcement des dépenses publiques et l'amélioration des indicateurs sociaux dans les pays d'Afrique de l'Ouest. Il est encouragé de constater que ces initiatives ont conduit à des résultats concrets, témoignant de l'efficacité des politiques de conditionnalité du FMI dans ces domaines clés du développement socio-économique.

La politique sociale, combinée aux politiques structurelle et macroéconomique, est essentielle pour accélérer la réduction de la pauvreté. Ces aspects sont inclus dans les programmes soutenus financièrement par le FMI via la Facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (FRPC) dans plus de vingt pays d'Afrique subsaharienne (sur les 41 pays éligibles). Les programmes déjà en place ont révélé les éléments suivants (FMI, 2000) :

- La qualité des données utilisées pour évaluer la pauvreté varie, mais les estimations fournies par les pays ont permis d'avoir une idée concrète de l'ampleur du problème, et ces pays ont également développé des indicateurs pour suivre les progrès de la lutte contre la pauvreté.
- Les pays concernés s'efforcent d'identifier les réformes structurelles ayant un impact direct sur la pauvreté. En général, ces réformes concernent le secteur social ainsi que des réformes institutionnelles liées au secteur public, aux infrastructures et à l'agriculture.
- Le processus en cours favorise une meilleure compréhension de la manière de renforcer la participation et d'impliquer un large éventail d'acteurs dans l'élaboration des programmes.

En plus de la FRPC, et en réponse aux demandes de la communauté internationale, le FMI participe aux efforts visant à réduire davantage la dette des pays mettant en œuvre des stratégies de lutte contre la pauvreté. L'initiative renforcée en faveur des Pays pauvres très endettés (PPTE), qui concerne plus de trente pays d'Afrique subsaharienne, vise à accélérer et à intensifier l'allégement de la dette, en renforçant le lien entre l'allégement de la dette et la réduction de la pauvreté. Cette initiative bénéficie du soutien d'autres créanciers, tant publics que privés, en particulier de la Banque mondiale, qui collabore étroitement avec le FMI dans le cadre de cette initiative.

La mise en œuvre de cette initiative renforcée a été plus lente que prévu initialement en raison de retards dans l'élaboration des stratégies de lutte contre la pauvreté, attribuables en partie à des conflits armés, à des troubles politiques et à des problèmes de gouvernance (FMI, 2000).

II-2 Selon la banque africaine de développement (BAD) et l'OCDE

La Banque Africaine de Développement (BAD) et l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) ont identifié plusieurs politiques appliquées du capital humain qui peuvent contribuer à lutter contre la pauvreté dans la région.

En premier lieu, l'investissement dans l'éducation est reconnu comme un moyen efficace de promouvoir le capital humain en Afrique. La BAD et l'OCDE nécessitent l'amélioration de l'accès à l'éducation de qualité, de la petite enfance à l'enseignement supérieur, en déterminant l'accent sur la formation des enseignants, l'accès à des infrastructures adéquates et la mise en place de programmes d'éducation adaptés aux besoins du marché du travail (BAD, 2019 ; OCDE, 2018).

Deuxièmement, la santé est un facteur crucial du capital humain. La BAD et l'OCDE encouragent les politiques visant à renforcer les systèmes de santé en Afrique, à améliorer l'accès aux soins de santé de base, à lutter contre les maladies infectieuses et à promouvoir des modes de vie sains. Des investissements dans la santé maternelle et infantile sont également préconisés pour réduire la mortalité infantile et améliorer la qualité de vie des populations (BAD, 2021 ; OCDE, 2020).

Troisièmement, l'emploi et la formation professionnelle jouent un rôle clé dans la réduction de la pauvreté. La BAD et l'OCDE encouragent le développement de politiques qui comportent l'employabilité des jeunes et des femmes, la formation aux compétences

applicables pour le marché du travail, et la promotion de l'entrepreneuriat et de l'innovation pour créer des emplois durables et décents (BAD, 2022 ; OCDE, 2021).

Enfin, la promotion de l'inclusion sociale est une autre politique essentielle pour réduire la pauvreté en Afrique. Cela implique de s'attaquer aux inégalités sociales et économiques, de lutter contre la discrimination et de favoriser la participation active de tous les citoyens à la vie économique et politique de leur pays. La BAD et l'OCDE nécessitent la mise en place de politiques inclusives qui permettent à tous de bénéficier des fruits du développement économique et social (BAD, 2023 ; OCDE, 2022).

En conclusion, les politiques appliquées du capital humain recommandées par la Banque Africaine de Développement et l'OCDE pour la réduction de la pauvreté en Afrique reportées sur des investissements dans l'éducation, la santé, l'emploi, la formation professionnelle et l'inclusion sociale. En mettant l'accent sur le développement des ressources humaines, ces politiques visent à créer un cercle vertueux de prospérité et de développement durable sur le continent africain (BAD, 2023 ; OCDE, 2022).

II-3 Selon la Banque Mondiale

La croissance économique vigoureuse de l'Afrique a favorisé une réduction accélérée de la pauvreté. Malgré ces progrès, les taux de pauvreté restent élevés, en particulier dans les zones rurales, et les disparités entre les différents niveaux de revenus se creusent, notamment en ce qui concerne le capital humain et l'accès aux services essentiels. En plus de la pauvreté persistante, la vulnérabilité est omniprésente, car de nombreux ménages sont directement touchés par divers chocs environnementaux, économiques et autres.

Les filets sociaux jouent un rôle essentiel dans la relation avec le capital humain. Ils sont des instruments privilégiés pour soutenir les stratégies nationales de développement en contribuant à réduire la pauvreté de manière durable. En fournissant un soutien régulier et fiable aux ménages pauvres, les filets sociaux permettent aux bénéficiaires d'investir dans des activités productives et génératrices de capital. Ces interventions ciblées, notamment les filets sociaux, contribuent ainsi à réduire les taux élevés de pauvreté persistante et à atténuer les inégalités en Afrique.

En période de crise, les filets sociaux jouent un rôle supplémentaire en offrant un soutien additionnel aux personnes qui tombent dans une pauvreté transitoire. Ils aident ces individus à renforcer leur résilience, leur permettant ainsi de préserver leurs actifs même en temps difficiles.

« Les filets sociaux ont évolué de manière différente à travers le continent africain mais sont désormais considérés comme des outils efficaces de réduction de la pauvreté », souligne Victoria Monchuk, auteur de cette étude d'une série d'analyses des filets sociaux mis en place dans différents pays d'Afrique subsaharienne entre 2009 et 2013 et aussi c'est une économiste à la Banque Mondiale. Ces évaluations, réalisées en collaboration avec les autorités nationales respectives, ont porté sur 22 pays (Bénin, Botswana, Burkina Faso, Cameroun, Éthiopie, Ghana, Kenya, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Maurice, Mauritanie, Mozambique, Niger, Rwanda, Sierra Leone, Swaziland, Tanzanie, Togo et Zambie). Ces analyses ont examiné l'évolution, les points forts et les faiblesses des filets sociaux en Afrique, identifiant ainsi les domaines nécessitant des améliorations. Ces résultats devraient aider les gouvernements et les partenaires techniques et financiers à renforcer la capacité des systèmes de filets sociaux en Afrique, afin de mieux protéger et promouvoir les personnes pauvres et vulnérables. Cette étude synthétise les conclusions de ces 22 analyses nationales ainsi que d'autres études récentes sur les programmes de filets sociaux en Afrique, dans une perspective régionale.

Les décideurs africains accordent de plus en plus d'importance aux filets sociaux pour réduire la pauvreté et gérer les risques, compte tenu des réalités économiques, alimentaires et pétrolières mondiales. On observe ainsi une croissance des filets sociaux en Afrique, avec une transition progressive des programmes autonomes et disparates vers des systèmes intégrés de filets sociaux.

Les interventions d'aide alimentaire à grande échelle sont progressivement remplacées par des programmes de transferts monétaires ciblés et des échanges de travail contre de l'argent. Certains pays, tels que le Ghana, le Kenya, le Mozambique, le Rwanda et la Tanzanie, fusionnent leurs programmes en un seul système national de filets sociaux. D'autres pays élaborent progressivement des stratégies nationales de protection sociale pour mettre en place des systèmes de filets sociaux efficaces. De plus en plus d'évaluations d'impact des programmes de filets sociaux sont menées en Afrique, fournissant des preuves encourageantes sur l'efficacité de ces filets dans la réduction de la pauvreté et de la vulnérabilité. Cette analyse régulière des filets sociaux nationaux permet de soutenir un dialogue politique et une programmation basée sur des données probantes.

Les décideurs africains placent désormais les filets sociaux au cœur de leurs programmes de développement, grâce aux résultats de ces évaluations et à la disponibilité croissante de preuves démontrant leur efficacité dans la réduction de la pauvreté et la promotion d'une croissance inclusive.

Au cours des deux décennies 1980-2000, la croissance économique rapide de l'Afrique a contribué à réduire la pauvreté dans la région.

La croissance économique de l'Afrique subsaharienne a chuté à 3,6 % en 2022, contre 4,1 % en 2021, et devrait descendre à 3,1 % en 2023. L'atonie de l'économie mondiale, l'inflation persistante et les conditions financières difficiles liées à un endettement élevé contribuent à ce déclin (Banque mondiale, 2023).

Cependant, la pauvreté reste élevée, en particulier en zone rurale, et les inégalités se creusent, notamment en termes de capital humain et d'accès aux services essentiels. En plus de la pauvreté chronique, qui maintient les ménages dans la pauvreté sur le long terme, de nombreux ménages sont vulnérables aux chocs environnementaux, économiques, individuels et de gouvernance.

Pour lutter efficacement contre la pauvreté et réduire les inégalités, les filets sociaux peuvent jouer un rôle crucial. Ces programmes fournissent un soutien régulier et fiable aux ménages pauvres, leur permettant d'investir dans des activités productives et de générer du capital. Étant donné les taux élevés de pauvreté persistante et d'inégalités croissantes, il est essentiel de mettre en place des interventions ciblées, telles que les filets sociaux, dans le cadre des stratégies nationales de développement. Ces mesures pourraient contribuer de manière significative à accélérer la réduction de la pauvreté.

La plupart des programmes de filets sociaux visent à réduire la pauvreté en général, mais ils ont également d'autres avantages tels que l'augmentation de la productivité et la réduction de la pauvreté à long terme. Les travaux publics, par exemple, sont considérés comme productifs à court terme car ils permettent aux ménages défavorisés de recevoir un revenu tout en encourageant des investissements communautaires de petite envergure.

Les programmes de transferts monétaires, souvent soumis à des conditions, peuvent également aider les ménages pauvres à investir dans le capital humain de leurs enfants, en favorisant par exemple une assiduité scolaire régulière.

Cependant, il est important de noter que certains groupes extrêmement pauvres pourraient ne pas pouvoir participer à la productivité de la société et devraient utiliser le soutien monétaire reçu pour acheter des aliments et d'autres biens essentiels (c'est le rôle protecteur des filets sociaux).

Par ailleurs, l'augmentation de la consommation elle-même peut être considérée comme productive, car une meilleure nutrition, par exemple, aide les enfants à se développer et améliore leurs perspectives d'avenir. Des études ont montré que les pensions de vieillesse versées aux grands-parents au Kenya et en Afrique du Sud ont été réinvesties dans l'éducation de leurs petits-enfants.

Les filets sociaux sont justifiés en raison de la vulnérabilité, de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire qui touchent une grande partie de la population africaine.

Les filets sociaux en Afrique jouent un rôle essentiel en renforçant la résilience, en promouvant l'équité et en offrant des opportunités aux personnes pauvres et vulnérables. Ils sont conçus pour accomplir deux objectifs principaux :

- Protéger les ménages qui font face à la pauvreté chronique ou aux conséquences d'un choc économique.
- Favoriser la sortie de la pauvreté en permettant aux ménages d'investir dans leur capital humain et matériel.

En 2022, la dette devrait rester élevée en Afrique subsaharienne, à 58,6 % du PIB. Les gouvernements africains ont consacré 16,5 % de leurs recettes au service de la dette extérieure en 2021, contre moins de 5 % en 2010. Huit des 38 pays de la région admis à bénéficier de l'aide de l'IDA sont en situation de surendettement, et 14 risquent fortement de les rejoindre. Par ailleurs, dans un contexte de coûts d'emprunt élevés, il devient difficile d'emprunter sur les marchés nationaux et internationaux, tandis que le resserrement des conditions financières mondiales affaiblit les monnaies et augmente le coût des emprunts externes pour les pays africains.

Dans ces circonstances difficiles, il est essentiel d'améliorer l'efficacité des ressources existantes et d'optimiser les impôts. Dans le secteur de l'agriculture et de l'alimentation, notamment, les gouvernements peuvent s'attacher à protéger le capital humain et favoriser une production alimentaire plus résistante aux aléas du climat en arrêtant les subventions mal ciblées pour réorienter les dépenses publiques vers des programmes de protection sociale intégrant la nutrition, des travaux d'irrigation et des efforts de recherche

et développement dont on connaît l'important retour sur investissement (Banque mondiale, 2022).

Conclusion

En conclusion, ce chapitre a dressé un constat approfondi de la pauvreté en Afrique en mettant l'accent sur l'état des lieux de la croissance économique et ses liens avec la pauvreté. Nous avons examiné la situation de la croissance économique en Afrique, en soulignant les facteurs qui y contribuent ainsi que les limites auxquelles elle est confrontée.

L'une des principales problématiques mises en évidence est l'incidence persistante de la pauvreté en Afrique malgré la croissance économique. Les taux de pauvreté continuent d'évoluer, mettant en lumière les défis auxquels le continent est confronté pour réduire l'extrême pauvreté. L'insécurité alimentaire demeure également une préoccupation majeure, compromettant la qualité de vie et le développement humain.

Dans la deuxième section, nous avons examiné les politiques du capital humain et leur rôle dans la réduction de la pauvreté en Afrique, en nous appuyant sur les perspectives du Fonds monétaire international (FMI), de la Banque africaine de développement (BAD) et de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), ainsi que la Banque Mondiale.

Ces institutions soulignent l'importance d'investir dans le capital humain, notamment l'éducation, la santé et les compétences, pour stimuler la croissance économique inclusive et réduire la pauvreté. Cependant, des défis subsistent, notamment en termes de mise en œuvre efficace de ces politiques et de mobilisation des ressources nécessaires.

En somme, la pauvreté en Afrique reste un défi complexe et multifactoriel. Il est essentiel de poursuivre les efforts visant à favoriser une croissance économique soutenue et inclusive, tout en investissant dans le capital humain et en mettant en place des politiques efficaces de réduction de la pauvreté. Seule une approche intégrée, impliquant les gouvernements, les organisations internationales, la société civile et le secteur privé, pourra véritablement faire reculer la pauvreté en Afrique et permettre à tous les individus de réaliser leur plein potentiel.

Chapitre III :
Capital humain et
pauvreté : Analyse en
composantes
principales (ACP).

Les méthodes d'analyse de données ont émergé dans les années 50, en réponse à l'avancement de l'informatique et au développement du stockage de données qui ne cessait de croître. En France, l'analyse de données a principalement été développée à travers l'analyse des correspondances, une approche visant à représenter les données de manière simple et interprétable. Parmi ces méthodes, on trouve l'analyse en composantes principales (ACP), qui permet le traitement statistique des données dans le but de représenter et d'expliquer les relations statistiques entre les phénomènes. Elle permet d'identifier des variables sous-jacentes, ou facteurs qui expliquent les corrélations à l'intérieur d'un ensemble de variables observées (I. Chaouki & al, 2015).

Ce chapitre, est consacré à l'analyse des données de panel de pays, ainsi que de présenté la méthode d'analyse utilisée on doit insister sur la méthode d'analyse en composantes principales (ACP), qui est choisie dans notre approche.

Section 01 : Présentation de l'Analyse en Composantes Principales (ACP)

Dans cette section on doit présenter premièrement, l'analyse de données et quelques méthodes d'analyse de données. Ensuite, la présentation théorique de l'Analyse en Composantes Principales (ACP).

I-1 Analyse de données

Dans l'acception française, la terminologie « analyse des données » désigne un sous ensemble de ce qui est appelé plus généralement la statistique multi variée. L'analyse des données est un ensemble de techniques descriptives, dont l'outil mathématique majeur est l'algèbre matriciel, et qui s'exprime sans supposer a priori un modèle probabiliste (Benzécri, 1977).

I-1-1 Quelques méthodes d'analyse de données

- Analyse en composantes principales ;
- L'analyse factorielle des correspondances ;
- L'analyse des correspondances multiples ;
- L'analyse sur tableau de distances ;
- La classification ascendante hiérarchique ;
- L'analyse factorielle multiple ;
- L'analyse factorielle de données mixtes ;

- L'analyse discriminante pas à pas ;
- L'analyse factorielle discriminante ;
- L'analyse discriminante bayésienne ;
- L'analyse discriminante qualitative ;
- La régression sur composantes principales.

I-2 Définition d'analyse en composantes principales (ACP)

Est une méthode statistique multidimensionnelle qui permet de traiter simultanément un grand nombre de variables quantitatives. Elle est utilisée lorsque plusieurs individus (n individus) sont mesurés par rapport à ces variables, qui sont souvent corrélées entre elles. L'objectif de l'ACP est de réduire ces variables corrélées en un nombre restreint de facteurs qui résument au mieux les données. Ces facteurs sont représentés graphiquement comme des axes, et les données (individus et variables) sont projetées sur ces axes sous la forme de nuages de points.

En d'autres termes, l'ACP transforme les variables corrélées en de nouvelles variables indépendantes les unes des autres, appelées composantes principales ou axes. Ces composantes principales sont ordonnées en fonction de la quantité d'information totale qu'elles contiennent (J. Gladitz, V. Barnett & T. Lewis, 1988).

I-3 Principe de la méthode

L'analyse en composantes principales (ACP) vise à réduire la dimensionnalité des données initiales, qui comprend p variables quantitatives. Elle remplace ces p variables par q facteurs appropriés (avec $q < p$). Les facteurs recherchés sont des moyennes pondérées des variables initiales. L'objectif est de maximiser la dispersion des individus le long de ces facteurs (variance maximale). Des techniques mathématiques appropriées permettent d'automatiser et d'optimiser ce processus.

L'objectif de l'Analyse en Composantes Principales (ACP) consiste à trouver un nouveau système de référence, appelé repère de R_p , qui soit naturellement associé à la structure du nuage de données considéré. Cela permet d'examiner le nuage de manière plus pratique. Afin d'éliminer les effets de l'échelle causés par une éventuelle hétérogénéité des variables, celles-ci sont généralement normalisées. Cela signifie que chaque colonne est divisée par son écart-type, ce qui les met toutes à la même échelle standard. De plus, l'origine du repère est placée au centre de gravité du nuage de données.

Le point d'intérêt réside dans la transformation du nuage lui-même, tandis que l'utilisateur n'a pas besoin de se soucier de ces transformations préliminaires. Sauf indication contraire, ces transformations sont exécutées automatiquement par les logiciels d'ACP.

I-4 Objectifs de l'ACP

Les objectifs visés par une Analyse en Composantes Principales (ACP) sont les suivants :

- Trouver la meilleure représentation graphique des individus (sous forme de lignes) dans un sous-espace E_q de dimension q (où q est inférieur à p), de manière à réduire au minimum les déformations du nuage de points ;
- Représenter graphiquement les variables dans un sous-espace F_q tout en mettant en évidence de manière détaillée les relations initiales entre ces variables ;
- Réduction de dimension, également connue sous le nom de compression, consiste à approximer X par un tableau de rang q (où q est inférieur à p) ;
- Explorer les relations entre les variables et les similitudes entre les individus.

Les objectifs récents consistent à utiliser l'Analyse en Composantes Principales (ACP) comme étape préliminaire à d'autres techniques qui privilégient des variables orthogonales (comme la régression linéaire) ou un nombre réduit d'entrées (comme les réseaux neuronaux).

I-5 Domaines d'application d'ACP

L'ACP offre de nombreuses possibilités d'application en raison de la nature des données qu'elle peut traiter. En réalité, il existe deux approches distinctes pour l'utiliser :

- La 1^{ère} d'analyser une population spécifique afin de définir les caractéristiques des individus et des variables qui la composent. Par exemple, dans le domaine de la biométrie, l'examen des mesures de certains organes peut révéler des indicateurs liés à des maladies, tandis qu'en économie, l'analyse des dépenses des entreprises à l'aide de l'analyse en composantes principales peut conduire à des économies de gestion.
- La 2^{ème} utilisée comme étape de prétraitement dans le domaine du traitement du signal et des images, afin de réduire la quantité de données résultant des traitements analogiques. Son objectif est de diminuer les dimensions des données sans compromettre significativement l'information.

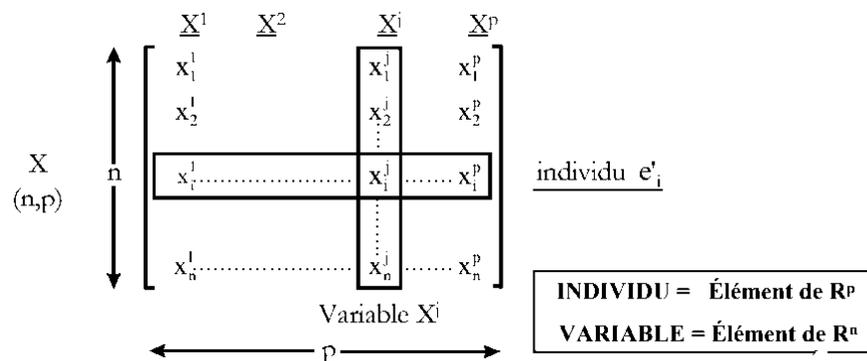
I-6 La théorie de l'ACP

I-6-1 Données à analyser

Les données se réfèrent aux mesures effectuées sur un ensemble d'unités n ($u_1, u_2, u_3, \dots, u_n$). Les p variables quantitatives représentant ces mesures sont v_1, v_2, \dots, v_p . Ainsi, nous pouvons représenter les données sous forme matricielle. Chaque ligne i décrit les valeurs prises par l'individu i (u) pour les p variables, tandis que chaque colonne j décrit les valeurs de la variable j (v) pour les n individus. L'étape cruciale de l'Analyse en Composantes Principales (ACP) consiste à transformer ces p variables quantitatives initiales, qui sont généralement plus ou moins corrélées entre elles, en p nouvelles variables quantitatives non corrélées, appelées composantes principales (D. Malouche, 2016).

Les données peuvent être vues de deux manières : soit comme des individus décrits par leurs p variables, soit comme des variables décrites par les n individus. Il est donc important de prendre en compte les deux ensembles de données. Ainsi, nous avons n points dans l'espace R_p , qui représente l'espace des variables, et p points dans l'espace R_n , qui représente l'espace des individus.

Figure N° 10 : Représentation des données à analyser.



Le défi consiste à visualiser la structure des nuages de manière efficace. Pour cela, une approche consiste à étudier les projections des nuages sur des droites, des plans ou des sous-espaces de dimension réduite ($s < p$). L'objectif est de trouver le sous-espace qui s'ajuste le mieux au nuage de points i.e., c'est-à-dire minimiser les distorsions causées par la projection. Ainsi, nous chercherons à ajuster au mieux le nuage d'individus dans l'espace des variables, puis le nuage de variables dans l'espace des individus (S. Mouissi & H. Alayat, 2016).

I-6-2 Construction des nuages de points projetés

Les nuages de points, composés de variables et d'individus, sont générés en projetant les données sur des plans factoriels. Un plan factoriel est un repère dans lequel deux des axes factoriels sélectionnés définissent un plan. L'analyse des plans factoriels permet de visualiser les corrélations entre les variables et d'identifier les groupes d'individus qui présentent des valeurs similaires pour certaines variables (F. Husson, S. Lê, & J. Pagès, 2016).

Deux types de facteurs :

- Effet de taille : Toutes les variables sont du même côté de l'axe et contribuent dans la même direction à la formation de l'axe.
- Effet de forme : Il existe deux groupes de variables opposées : celles qui contribuent positivement à l'axe et celles qui contribuent négativement.

I-6-3 Préparation des données

Il est important de vérifier que les données sont de nature quantitative. En ce qui concerne les données manquantes, l'Analyse en Composantes Principales (ACP) ne peut pas les traiter directement. Certains logiciels suggèrent de supprimer les individus qui ont des données manquantes, tandis que d'autres remplacent les valeurs manquantes par zéro.

I-6-4 Interprétation des résultats

I-6-4-1 Détermination du nombre d'axes

Afin de répondre à cette question, il est nécessaire de se référer au tableau des valeurs propres fourni avec l'Analyse en Composantes Principales (ACP). Les valeurs propres sont ordonnées de manière décroissante. Il existe deux méthodes populaires pour déterminer le nombre d'axes à prendre en compte : l'éboullis des valeurs propres et le critère de Kaiser. Il est essentiel que les valeurs propres des axes sélectionnés représentent une proportion significative de la variance.

I-6-4-2 Sélection des individus et des variables à interpréter

Les graphiques de l'analyse en composantes principales (ACP) représentent les variables et les individus projetés sur un plan factoriel spécifique. Nous commencerons par analyser le premier plan factoriel, composé des facteurs CP1 et CP2, car il contient la majeure partie de l'information du nuage de points. L'interprétation sur un plan factoriel se concentre uniquement sur les variables et les individus bien représentés. Pour les individus,

nous utiliserons les contributions absolues et relatives, tandis que pour les variables, nous nous concentrerons uniquement sur celles qui sont proches du cercle de corrélation.

I-6-4-3 Sorties graphiques

Les logiciels fournissent deux graphiques : un pour représenter les variables et un autre pour représenter les individus.

- **La représentation graphique des variables :** La qualité de la représentation de la variable x_j est évaluée en utilisant sa projection sur le sous-espace F_k , qui est généré par les k premiers axes factoriels :

$$X_j = \frac{\sum_{k=1}^q \lambda_k (u_k^j)^2}{\sum_{k=1}^p \lambda_k (u_k^j)^2}$$

Le graphique des variables et des individus se distingue par la présence d'un cercle de corrélation. On interprète deux types de positions :

- Les positions des variables par rapport aux axes afin de déterminer quelles sont les variables qui font les axes.
- Les positions des variables les unes par rapport aux autres. Le coefficient de corrélation entre deux variables étant le cosinus de l'angle formé par les vecteurs correspondants on en déduit que :
 - deux variables qui sont proches ou confondus sont corrélées positivement (coefficient de corrélation proche de 1).
 - deux variables opposées (formant un angle de π) sont corrélées négativement (coefficient de corrélation proche de -1)
 - deux variables positionnées à angle droit (angle de $\frac{\pi}{2}$) ne sont pas du tout corrélées (coefficient de corrélation égal à 0).
- **La représentation des individus :** Les graphiques obtenus utilisent les distances euclidiennes entre individus, mesurées à l'aide de la métrique M , pour représenter au mieux les relations inter-individuelles. Chaque individu i , représenté par le vecteur x_i , est approximé en projetant orthogonalement sa représentation M sur le sous-espace E_q engendré par les q premiers vecteurs principaux $\{v_1, \dots, v_q\}$. En utilisant e_i comme vecteur de base canonique de E , les coordonnées de l'individu i sur v_k sont calculées de la manière suivante :

$$V_k = \frac{\sum_{k=1}^q (c_k^i)^2}{\sum_{k=1}^p (c_k^i)^2}$$

- **La qualité** : La mesure de la qualité globale des représentations est évaluée en utilisant la part de dispersion expliquée. Lorsqu'il s'agit d'un nuage de points unidimensionnel, la dispersion par rapport à sa moyenne est quantifiée par la variance. Dans un contexte multidimensionnel, la dispersion du nuage N par rapport à son barycentre x est mesurée par l'inertie, qui est une généralisation de la variance. La qualité de la représentation de chaque xi est déterminée par le cosinus carré de l'angle qu'il forme avec sa projection.

Afin d'éviter de se référer à un tableau potentiellement volumineux (avec un grand nombre de lignes), les graphiques affichent les étiquettes de chaque individu en utilisant des caractères dont la taille dépend de leur qualité. Ainsi, un individu qui est très mal représenté apparaît avec des caractères si petits qu'ils deviennent difficiles à lire.

- **La contribution** : Les contributions individuelles à l'inertie du nuage de données et à la variance d'une variable principale peuvent être utilisées pour détecter les observations les plus influentes et potentiellement aberrantes. Ces points se manifestent clairement lorsqu'on trace des diagrammes en boîte parallèles des composantes principales, ce qui évite d'avoir à lire attentivement le tableau des contributions. Les individus correspondants, considérés comme des cas supplémentaires, peuvent être exclus lors d'une nouvelle analyse (F. Husson, S. Lê, & J. Pagès, 2016).

I-6-4-4 Choix des dimensions

La qualité des estimations obtenues grâce à l'Analyse en Composantes Principales (ACP) dépend clairement du choix de q, c'est-à-dire du nombre de composantes sélectionnées pour la reconstruction des données, ou de la dimension du sous-espace de représentation. Dans la littérature, de nombreux critères de choix pour q ont été proposés. Nous présentons ici les critères les plus couramment utilisés, qui reposent sur des heuristiques et une quantification de la stabilité du sous-espace de représentation.

D'autres critères, bien que non explicitement mentionnés, s'inspirent des pratiques statistiques décisionnelles. En supposant que l'erreur suit une distribution gaussienne, il est possible d'établir les lois asymptotiques des valeurs propres et de construire des tests de nullité ou d'égalité de ces dernières. Malheureusement, en plus de l'hypothèse de normalité

nécessaire, cela conduit à une procédure de tests imbriqués dont le niveau global n'est pas contrôlable. Par conséquent, leur utilisation demeure essentiellement heuristique.

- **Part d'inertie** : La qualité globale des représentations est mesurée par la part d'inertie expliquée. La valeur de q est choisie de sorte que cette part d'inertie expliquée soit supérieure à une valeur seuil fixée a priori par l'utilisateur. C'est souvent le seul critère employé.
- **Règle de Kaiser** : On considère que, si tous les éléments de Y sont indépendants, les composantes principales sont toutes de variances égales (égales à 1 dans le cas de l'ACP réduite). On ne conserve alors que les valeurs propres supérieures à leur moyenne car seules jugées plus "informatives" que les variables initiales.
- **Eboulis** : Le graphique illustre la diminution régulière des valeurs propres. L'idée est de trouver, s'il y en a un, un point de rupture (appelé "changement" dans la suite des différences de second ordre) dans le graphique, et de conserver uniquement les valeurs propres jusqu'à ce point. En termes intuitifs, plus l'écart ($\lambda_q - \lambda_{q+1}$) est significativement grand, par exemple supérieur à ($\lambda_{q-1} - \lambda_q$), plus nous pouvons être sûrs de la stabilité de l'Eq. Nous sélectionnons les axes avant cette décroissance.

I-6-4-5 Etude des proximités entre points

- **Qualité de représentation des points** : Une fois les axes interprétés, on peut regarder les graphiques et analyser plus finement les proximités entre points.
 - Il est essentiel que les proximités entre les points observés sur un axe ou un plan factoriel reflètent la réalité et ne soient pas artificiellement créées par la projection elle-même.
 - Pour pouvoir interpréter correctement les proximités entre les points, il est important qu'ils soient fidèlement représentés sur l'axe ou le plan en question.
 - Cela permet de mettre en évidence d'éventuelles proximités qui n'auraient pas été remarquées lors de l'interprétation des axes.
 - De plus, cela permet de repérer les points qui ne contribuent pas significativement à l'inertie de l'axe, mais qui sont néanmoins bien représentés par cet axe, c'est-à-dire qu'ils présentent des caractéristiques qui leur sont propres et qui sont en accord avec l'axe.

Un point est considéré comme bien représenté sur un axe ou un plan factoriel lorsqu'il se trouve près de sa projection sur cet axe ou plan. S'il est éloigné, on dit qu'il est mal représenté.

L'indicateur de cette représentation = l'angle formé entre le point et sa projection sur l'axe.

- **Qualité de représentation de l'individu i sur l'axe k :** Lorsque l'angle est proche de zéro, ce qui signifie que le cosinus est proche de un, cela indique une représentation précise de l'individu. En revanche, lorsque l'angle est proche de 90 degrés et que le cosinus est proche de zéro, la représentation est moins précise. Le cosinus carré est un attribut additif pour des sous-espaces orthogonaux. La qualité de représentation dans le plan défini par les axes k et l est déterminée par les axes k et l .
- **Qualité de représentation de la variable j sur l'axe k :** Dans l'analyse en composantes principales (ACP), une variable est considérée comme étant mieux représentée sur un axe lorsque sa position est proche du bord du cercle des corrélations et de l'axe lui-même. À l'inverse, une variable est considérée comme étant moins bien représentée lorsqu'elle se rapproche de l'origine. Les variables qui contribuent le plus à l'axe sont également celles qui sont le mieux représentées, et vice versa. Par conséquent, il n'est pas nécessaire de mener une étude spécifique sur la représentativité des variables. En ACP normée, on interprète les proximités des variables bien représentées sur le plan i.e., c'est-à-dire sont proches du bord du cercle des corrélations.

Section 02 : Analyse en composantes principales (ACP)

Dans cette section, nous allons procéder par une analyse en composante principale. Cette dernière est un outil de statistique exploratoire. L'ACP est ainsi une méthode permettant de visualiser de façon synthétique un ensemble de variables quantitatives mesurées sur un ensemble d'observations, et de voir comment les observations se positionnent dans les liens entre ces variables.

De ce fait, nous allons tenter par cette analyse de prélever les variables les plus élémentaires de l'année 2022 (Accession à l'enseignement secondaire (%), ICH, Croissance du PIB (% annuel), Population, Indice de Gini) et on va prendre l'Indice de Gini comme variable exogène du capital humain et comme une variable endogène de la pauvreté dans cinq (5) pays africains (Mali, Burkina Faso, Sénégal, Togo, Ouganda).

II-1 Données utilisées dans notre recherche

Tableau II : Base de données.

Variables Pays	Accession à l'enseignement secondaire (%)	ICH	Croissance du PIB (% annuel)	Population	Indice de Gini
Mali	78,510097	0,318674	0,908581	21564511,5	34,5
Burkina faso	78,71697	0,383015	4,418333	21811654,5	39,4
Sénégal	74,134698	0,420229	3,6950005	16656420	35,7
Togo	82,423284	0,430483	3,506709	8543704,5	42
Ouganda	58,1180083	0,38392023	3,243943	45129194	42

Source : Etabli par nous-mêmes (données de la BM, 2022).

II-2 Statistiques descriptives

Tableau III : Statistiques descriptives.

Variable	Observations	données ma	données ma	Minimum	Maximum	Moyenne	Ecart-type
Accession à l'enseigner	5	0	5	58,1180	82,4233	74,3806	9,5535
ICH	5	0	5	0,3187	0,4305	0,3873	0,0438
Croissance du PIB (% an	5	0	5	0,9086	4,4183	3,1545	1,3291
Population	5	0	5	8543704,5000	45129194,0000	22741096,9000	13620429,0688
Indice de Gini	5	0	5	34,5000	42,0000	38,7200	3,4967

Source : Elaboré par nous-mêmes à partir du logiciel XL STAT.

D'après les statistiques descriptives des variables :

On remarque que la moyenne la plus élevée est celle de la variable population $\bar{x}_p=22741096$, et la moyenne la plus faible et celle de la variable ICH $\bar{x}_i=0,39$.

La moyenne de la variable Indice de Gini $\bar{x}_G=38,72$ est convergente à la moyenne de la variable Accession à l'enseignement secondaire $\bar{x}_a=74,38$.

L'écart-type le plus élevé est celui de la variable population, et l'Ecart-type le plus faible est celui de la variable ICH.

L'écart-type de la variable Indice de Gini est couvert à l'Ecart-type de la variable croissance de PIB (% annuel).

II-3 L'analyse du test de corrélation

II-3-1 Test de corrélation

Tableau IV : Matrice de corrélation (Pearson (n)).

Variables	Enseignement	ICH	Croissance du PIB (%)	Population	Indice de Gini
Accession à l'enseignement	1	0,0550	-0,0502	-0,9331	-0,3046
ICH	0,0550	1	0,7784	-0,3368	0,5183
Croissance du PIB (% an)	-0,0502	0,7784	1	-0,0666	0,5462
Population	-0,9331	-0,3368	-0,0666	1	0,2602
Indice de Gini	-0,3046	0,5183	0,5462	0,2602	1

Source : Elaboré par nous-mêmes à partir du logiciel XL STAT.

D'après les résultats obtenus, on remarque que les variables Indice de Gini et Croissance de PIB(%) sont corrélés ($r = 0.5462$). On revanche, la variable Indice de Gini est très peu corrélée avec la variable population.

II-3-2 Les valeurs propres

Tableau V : Valeurs propres.

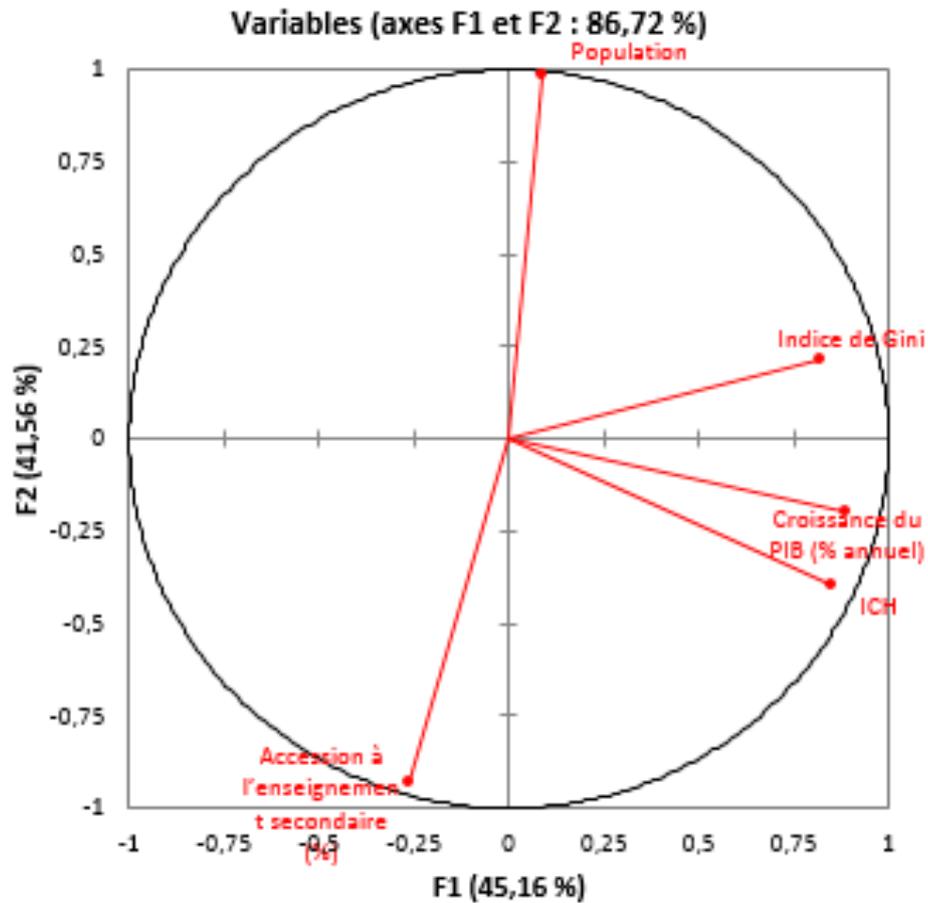
	F1	F2	F3	F4
Valeur propre	2,2578	2,0781	0,4265	0,2376
Variabilité (%)	45,1561	41,5624	8,5304	4,7510
% cumulé	45,1561	86,7186	95,2490	100,0000

Source : Elaboré par nous-mêmes à partir du logiciel XL STAT.

On voit que la première valeur propre vaut 2.2578 et représente 45% de la variabilité, et la deuxième valeur propre vaut 2.0781 représente 41% de la variabilité. Idéalement, les deux premières valeurs propres correspondent à un pourcentage élevé de la variabilité, signifie que la représentation est de bonne qualité sur les deux premiers axes factoriels F1 et F2.

II-3-3 Le cercle de corrélation

Figure N° 11 : Cercle des corrélations.



Source : Elaboré par nous-mêmes à partir du logiciel XL STAT.

Le premier graphique particulier à la méthode est le cercle des corrélations (voir ci-dessus le cercle sur les axes F1 et F2). Il correspond à une projection des variables initiales sur un plan à deux dimensions constitué par les deux premiers facteurs.

Lorsque deux variables sont loin du centre du graphique, alors si elles sont : proches les unes par rapport aux autres, alors elles sont significativement positivement corrélées (r proche de 1), loin les unes par rapport aux autres, alors elles sont significativement non-corrélées (r proche de 0), symétriquement opposées par rapport au centre, alors elles sont significativement négativement corrélées (r proche de -1).

Lorsque les variables sont relativement proches du centre du graphique, alors toute interprétation est hasardeuse, et il est nécessaire de se référer à la matrice de corrélations à d'autres plans factoriels pour interpréter les résultats.

Dans notre analyse, nous pourrions déduire du graphique ci-dessus que les variables : Indice de Gini et Croissance du PIB(%) et ICH sont fortement corrélées, alors que les variables : Population et Accession à l'enseignement secondaire ne le sont pas, ce que l'on peut voir sur la matrice des corrélations ou sur le cercle des corrélations sur les axes F1 et F2. Ceci dit, les variables qui ont une faible relation avec la variable Indice de Gini seront éliminées dans l'estimation économétrique traitant l'effet des variables du capital humain sur la pauvreté.

II-4 Cosinus carrés

II-4-1 Cosinus carrés des variables

Tableau VI : Cosinus carrés des variables.

	F1	F2	F3	F4
Accession à l'enseigne	0,0688	0,8611	0,0404	0,0298
ICH	0,7242	0,1547	0,0294	0,0917
Croissance du PIB (% an	0,7878	0,0374	0,0695	0,1053
Population	0,0079	0,9792	0,0022	0,0107
Indice de Gini	0,6691	0,0458	0,2851	0,0000

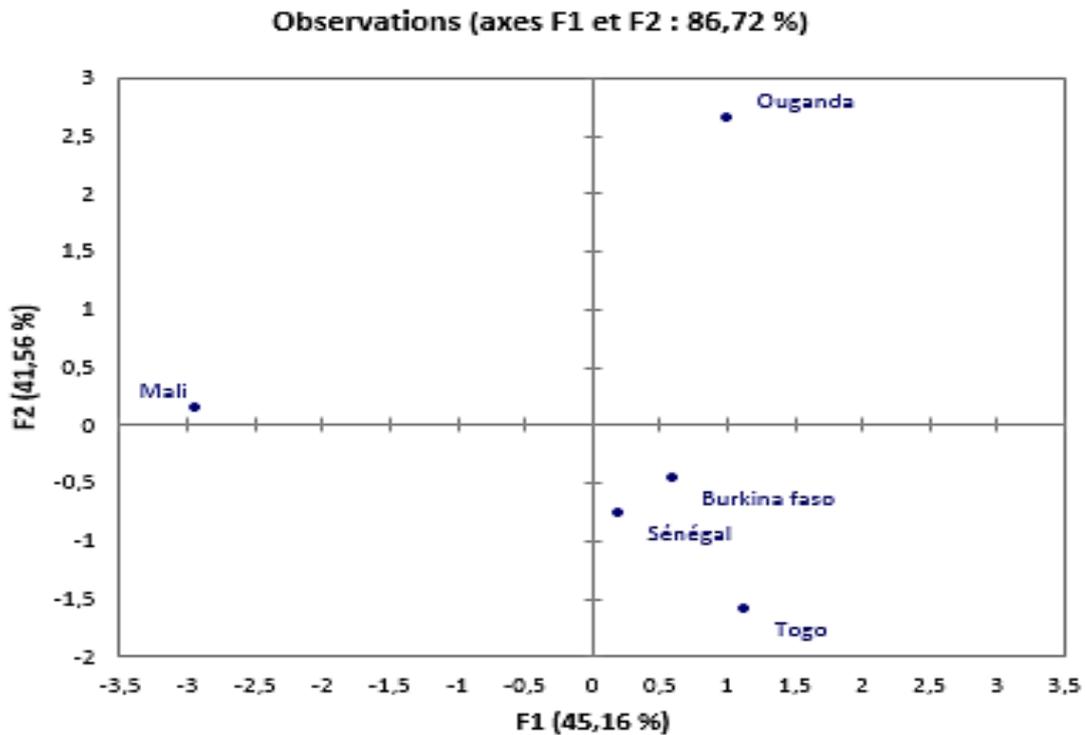
Source : Elaboré par nous-mêmes à partir du logiciel XL STAT.

On voit que les variable accession à l'enseignement secondaire et population ont des cosinus carrés moins que 0,5 pour le premier axe F1 ,et elles ont des cosinus carrés plus élevés que 0,5 pour le deuxième axe F2.

Les variables ICH, Croissance du PIB (% annuel) et Indice de Gini ont des cosinus carrés plus élevés que 0,5 pour le premier axe F1, et elles ont des cosinus carrés moins que 0,5 pour le deuxième axe F2.

II-4-2 Cosinus carrés des individus

Figure N° 12 : Graphe des individus.



Source : Elaboré par nous-mêmes à partir du logiciel XL STAT.

Nous pourrions déduire du graphique ci-dessus que les individus : Burkina Faso, Sénégal et Togo partagent des caractéristique similaires, par contre le Mali et Ouganda ont des caractéristique différentes, cela les individus qui ont une faible relation seront éliminées dans l’estimation économétrique traitant l’effet des variables du capital humain sur la pauvreté.

Tableau VII : Cosinus carrés des individus.

	F1	F2	F3	F4
Mali	0,9885	0,0027	0,0087	0,0002
Burkina faso	0,2412	0,1456	0,0026	0,6107
Sénégal	0,0180	0,2741	0,6495	0,0583
Togo	0,2782	0,5445	0,1452	0,0321
Ouganda	0,1252	0,8692	0,0022	0,0034

Source : Elaboré par nous-mêmes à partir du logiciel XL STAT.

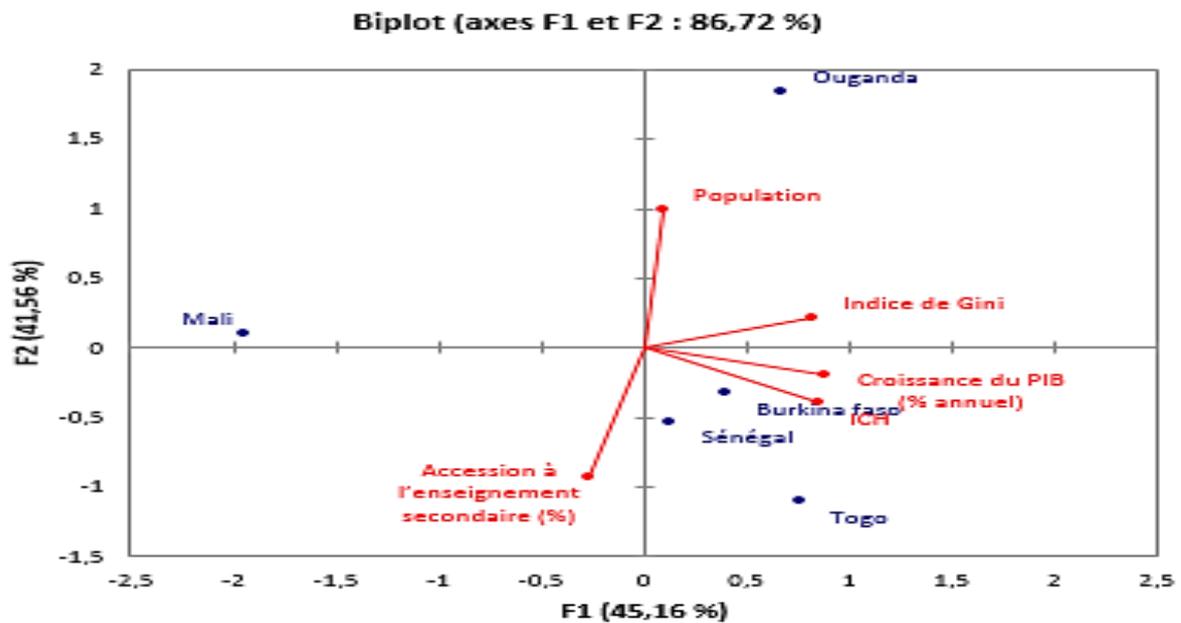
On voit que le Mali a un cosinus carré plus élevés que 0,5 pour le premier axe F1 et il a un cosinus carré moins que 0,5 pour le deuxième axe F2.

Les cosinus carrés du Burkina Faso et le Sénégal sont plus faible que 0,5 pour les deux axes F1 et F2.

Les cosinus carrés du Togo et Ouganda sont moins que 0,5 pour le premier axe F1 et ils sont plus élevé que 0,5 pour le deuxième F2.

II-4-3 Biplot

Figure N° 13 : Biplot.



Source : Elaboré par nous-mêmes à partir du logiciel XL STAT.

Les individus : Burkina Faso et Sénégal, sont des individus similaires et qui partagent des caractéristiques similaires tendent à être proches les uns des autres sur le graphique indiquent une relation avec les variables : Croissance du PIB(%annuel) et ICH, tandis que les individus : Mali et Ouganda sont éloignés les uns des autres et ils ont des caractéristiques différentes.

Les variables : Indice de Gini, Population et Accession à l'enseignement secondaire(%) ont moins d'influence par rapport aux individus similaires, cela indique qu'elles sont indépendantes l'une de l'autre.

II-5 Interprétation économique des résultats

D'après les résultats obtenus, nous constatons que :

- Les statistiques descriptives fournissent des informations sur les caractéristiques centrales et la dispersion des variables. La variable "Population" a la moyenne la plus élevée, tandis que la variable "ICH" a la moyenne la plus basse. L'écart-type de la variable "Population" est également plus élevé, ce qui indique une plus grande variation dans cette variable. L'indice de Gini présente une moyenne proche de la moyenne de l'accession à l'enseignement secondaire, et l'écart-type de l'indice de Gini est similaire à celui de la croissance du PIB (% annuel).
- Une corrélation positive significative entre l'indice de Gini et la croissance du PIB (% annuel). Cela, l'indice de Gini présente une corrélation très faible avec la population.
- Les valeurs propres représentent la quantité de variance expliquée par chaque axe factoriel. Les deux premières valeurs propres expliquent ensemble 86% de la variabilité des données, ce qui indique que la représentation sur les deux premiers axes factoriels (F1 et F2) est de bonne qualité.
- Les variables "Indice de Gini", "Croissance du PIB (% annuel)" et "ICH" sont fortement corrélées, tandis que les variables "Population" et "Accession à l'enseignement secondaire" présentent une corrélation plus faible.
- La corrélation élevée entre "Accession à l'enseignement secondaire" et le deuxième axe (F2) pourrait indiquer que l'accès à l'éducation secondaire a un impact sur des facteurs économiques liés à la structure démographique ou à la répartition des ressources. la corrélation élevée entre "ICH", "Croissance du PIB (% annuel)" et "Indice de Gini" avec le premier axe (F1) suggère que ces variables sont liées à des facteurs économiques plus généraux, tels que le niveau de développement économique, la croissance économique et les inégalités de revenu.
- Les individus "Burkina Faso" et "Sénégal" présentent des caractéristiques similaires et sont proches les uns des autres, indiquant une relation avec les variables "Croissance du PIB (% annuel)" et "ICH". En revanche, les individus "Mali" et "Ouganda" sont éloignés les uns des autres et présentent des caractéristiques différentes. Les variables "Indice de Gini", "Population" et "Accession à l'enseignement secondaire (%)" ont moins d'influence par rapport aux individus similaires, ce qui indique qu'elles sont indépendantes les unes des autres.

Conclusion

En conclusion, cette analyse économique met en évidence l'importance du capital humain dans la lutte contre la pauvreté. L'indice de Gini présente une corrélation positive significative avec la croissance du PIB, ce qui suggère que des inégalités de revenu plus élevées peuvent influencer la performance économique. L'accès à l'éducation secondaire peut avoir un impact sur des facteurs économiques liés à la structure démographique ou à la répartition des ressources. Par contre les variables telles que l'indice de Gini, la population et l'accession à l'enseignement secondaire sont moins influentes dans ces cas, indiquant leur indépendance par rapport aux autres facteurs.

Les autres facteurs économiques et démographiques jouent également un rôle crucial. Pour réduire la pauvreté de manière significative, il est essentiel de promouvoir l'accès à l'éducation et de s'attaquer aux inégalités de revenu, en veillant à prendre en compte les spécificités de chaque pays.

Conclusion générale

La contribution du capital humain à la réduction de la pauvreté en Afrique est un sujet d'une importance cruciale dans le développement économique de la région. Le capital humain, qui se réfère aux connaissances, compétences et capacités d'une population, est essentiel pour créer une économie productive et réduire la pauvreté.

Dans notre étude, nous avons examiné la relation entre le capital humain et la pauvreté en Afrique. Dans le premier chapitre, nous avons examiné la littérature existante et les notions théoriques liées au capital humain et à la pauvreté. Nous avons souligné l'importance du capital humain dans le développement économique.

Ensuite, nous avons analysé l'impact du capital humain sur la réduction de la pauvreté. Nous avons constaté que des investissements dans l'éducation, la santé et la formation professionnelle peuvent améliorer les compétences et les opportunités économiques des individus, ce qui contribue à la réduction de la pauvreté.

Dans le deuxième chapitre, nous avons présenté quelques études empiriques sur l'état des lieux de la croissance économique et la pauvreté en Afrique. Nous avons examiné l'état actuel de la région et les décennies précédents et identifié les défis auxquels elle est confrontée en termes de développement économique et de réduction de la pauvreté.

Enfin, dans le dernier chapitre, nous avons effectué une analyse des données à l'aide de l'Analyse en Composantes Principales (ACP) pour examiner la relation entre le capital humain et la pauvreté dans cinq (05) pays africains (Mali, Burkina Faso, Sénégal, Togo, Ouganda) en 2022. Nous avons utilisé des variables telles que la croissance annuelle du PIB, l'indice du capital humain, l'accès à l'enseignement secondaire, la population et l'indice de Gini comme indicateur de la pauvreté.

Après avoir analysé ces données, nous sommes parvenus à la conclusion que le capital humain joue un rôle très important dans la réduction de la pauvreté globalement et en Afrique spécifiquement. Les investissements dans l'éducation, la santé et la formation sont essentiels pour renforcer les compétences des individus et leur capacité à trouver un emploi décent et à améliorer leur niveau de vie. De plus, il est important que les politiques et les programmes de développement économique en Afrique tiennent compte de la promotion du capital humain pour obtenir des résultats durables en matière de réduction de la pauvreté.

En conclusion, il est évident que le capital humain joue un rôle central dans la réduction de la pauvreté en Afrique. En investissant dans l'éducation, la santé et la

Conclusion générale

formation, les pays africains peuvent renforcer les compétences de leur population, améliorer leurs opportunités économiques et créer un environnement propice à la réduction de la pauvreté. Cependant, il est essentiel que ces investissements soient soutenus par des politiques et des programmes appropriés, ainsi que par des partenariats internationaux, pour assurer un développement durable et inclusif en Afrique.

Références bibliographiques

Articles scientifiques / Livres :

- Becker, G. S. (1964). Human Capital: A Theoretical and Empirical Analysis, with Special Reference to Education. University of Chicago Press.
- Bloom, D. E., Canning, D., & Sevilla, J. (2003). The Effect of Health on Economic Growth: A Production Function Approach. *World Development*, 32(1), 1-13.
- Psacharopoulos, G., & Patrinos, H. A. (2004). Returns to Investment in Education: A Further Update. *Education Economics*, 12(2), 111-134.
- Schultz, T. W. (1961). Investment in Human Capital. *The American Economic Review*, 51(1), 1-17.

Rapports d'organisations internationales :

- Banque africaine de développement. (2019). Rapport sur le développement en Afrique. Récupéré de <http://www.afdb.org/>
- Banque mondiale. (2020). Rapport sur la pauvreté en Afrique. Récupéré de <http://www.worldbank.org/>
- FAO. (2020). Rapport sur l'état de l'insécurité alimentaire dans le monde. Récupéré de <http://www.fao.org/>
- Forum économique mondial. (2019). Rapport sur le capital humain. Récupéré de <http://www.weforum.org/>
- OMS. (2020). Rapport sur la santé dans le monde. Récupéré de <http://www.who.int/>
- UNESCO. (2020). Rapport mondial de suivi sur l'éducation. Récupéré de <http://www.unesco.org/>

Autres références :

- Armstrong, M. (2006). *A Handbook of Human Resource Management Practice*. Kogan Page Publishers.
- Edvinsson, L., & Malone, M. (1997). *Intellectual capital: realizing your company's true value by finding its hidden brainpower*. HarperBusiness.
- OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques). (1998). *Compétences et formation professionnelle : Un cadre pour l'action*. Paris.
- OCDE (2017). *Perspectives des politiques de l'OCDE sur les compétences 2017 : Les compétences au service des emplois et de la croissance*.

- Pouillard, V. (2020). Human Capital Management: L'art de valoriser les talents. Dunod.
- Roos, J., & Roos, G. (1997). Measuring your company's intellectual performance. Long Range Planning, 30(3), 413-426.
- Stewart, T. (1997). Intellectual capital: The new wealth of organizations. Doubleday Business.
- Sveiby, K. E. (1997). The new organizational wealth: Managing and measuring knowledge-based assets. Berrett-Koehler Publishers.
- United Nations. (2015). Objectifs de développement durable. Récupéré de <http://www.un.org/>

Liste des tableaux

N°	Titre du tableau	Page
I	Croissance du PIB réel (pourcentage)	29
II	Base de données	51
III	Statistiques descriptives	51
IV	Matrice de corrélation (Pearson (n))	52
V	Valeurs propres	52
VI	Cosinus carrés des variables	54
VII	Cosinus carrés des individus	55

Liste des figures

N°	Titre de la figure	Page
01	Les multi-dimensions de la pauvreté	15
02	Corrélations entre les différents aspects du capital humain	17
03	Taux de pauvreté de 1,90 dollar pour l'Afrique et le reste du monde (1981-2021)	23
04	Pourcentage de la population souffrant d'insécurité alimentaire	25
05	Prévalence de la malnutrition chez les enfants de moins de 5ans, dernière année disponible	26
06	Indice de capital humain (IDH) 2010/2020 (Garçons et filles)	27
07	Croissance du PIB en % (1961-2011)	28
08	Vue comparative des PIB estimés en PPA, en milliards de dollars US, 2014	31
09	PIB en PPA par habitant (en \$) en 2015 par pays africain	32
10	Représentation des données à analyser	45
11	Cercle des corrélations	53
12	Graphe des individus	55
13	Biplot	56

Table des matières

Dédicace	i
Remerciement	ii
Liste des abréviations	iii
Sommaire	v
Introduction générale	01
Chapitre I : Le capital humain et la réduction de pauvreté	04
Section 01 : Concept du capital humain	04
I-1 La théorie économique du capital humain	04
I-2 Définition du capital humain	05
I-3 Différents composants du capital humain.....	07
I-4 Différents types du capital humain	09
I-5 Méthodes de mesure du capital humain.....	10
I-5-1 Méthodes qualitatives	10
I-5-2 Méthodes quantitatives	11
Section 02 : Concept de réduction de la pauvreté	12
II-1 Définition de la pauvreté	12
II-2 Causes de la pauvreté	13
II-3 Dimensions de la pauvreté.....	13
II-4 Mesure de la pauvreté.....	15
II-5 Impact du capital humain sur la réduction de la pauvreté	16
Chapitre II : Pauvreté en Afrique : quel constat ?	20
Section 01 : Etat des lieux de la croissance économique et de la pauvreté en Afrique	20
I-1 Croissance économique en Afrique	20
I-2 Facteurs contribuant à la croissance économique	20
I-3 La pauvreté en Afrique	21
I-4 Evolution des taux de pauvreté	22
I-5 l'insécurité alimentaire en Afrique	24

I-6 Limites de la croissance économique	26
Section 02 : Politiques du capital humain et réduction de pauvreté	32
II-1 Selon le Fonds monétaire international (FMI)	33
II-2 Selon la banque africaine de développement (BAD) et l'OCDE	36
II-3 Selon la Banque Mondiale	37
Chapitre III : Capital humain et pauvreté : Analyse en Composantes Principales (ACP)	42
Section 01 : Présentation de l'Analyse en Composantes Principales (ACP).....	42
I-1 Analyse de données	42
I-1-1 Quelques méthodes d'analyse de données	42
I-2 Définition d'analyse en composantes principales (ACP)	43
I-3 Principe de la méthode.....	43
I-4 Objectifs de l'ACP.....	44
I-5 Domaines d'application d'ACP.....	44
I-6 La théorie de l'ACP	45
I-6-1 Données à analyser	45
I-6-2 Construction des nuages de points projetés	46
I-6-3 Préparation des données	46
I-6-4 Interprétation des résultats.....	46
I-6-4-1 Détermination du nombre d'axes	46
I-6-4-2 Sélection des individus et des variables à interpréter	46
I-6-4-3 Sorties graphiques	47
I-6-4-4 Choix des dimensions.....	48
I-6-4-5 Etude des proximités entre points	49
Section 02 : Analyse en Composantes Principales (ACP)	50
II-1 Données utilisées dans notre recherche	51
II-2 Statistiques descriptives	51
II-3 L'analyse du test de corrélation.....	52
II-3-1 Test de corrélation	52
II-3-2 Les valeurs propres.....	52

II-3-3 Le cercle de corrélation	53
II-4 Cosinus carrés.....	54
II-4-1 Cosinus carrés des variables.....	54
II-4-2 Cosinus carrés des individus	55
II-4-3 Biplot.....	56
II-5 Interprétation économique des résultats	57
Conclusion générale	59
Références bibliographiques	vi
Liste des tableaux	viii
Liste des figures	ix
Table des matières	x
Résumé	xiii

Résumé

L'objet de ce mémoire est d'analyser empiriquement l'effet du capital humain sur la pauvreté en Afrique. A cet effet, nous avons utilisé cinq variables (Indice de Gini, Croissance de PIB (%Annuel), ICH, Accession à l'enseignement secondaire(%) et Population) de l'année 2022 en utilisant les bases de données de la banque mondiale. Notre analyse s'agit d'une analyse en composante principale (ACP) dont l'objectif est de montrer l'influence du capital humain sur la pauvreté dans un échantillon de cinq pays africains (Mali, Burkina Faso, Sénégal, Togo, Ouganda).

Les résultats ont montré l'importance du capital humain dans la lutte contre la pauvreté, La structure démographique et la répartition des ressources sont influencées par l'accès à l'éducation secondaire et Il existe une corrélation positive significative entre l'indice de Gini et la croissance du PIB.

Mots clés : Capital humain ; Pauvreté ; Pays africains ; ACP.

Abstract

The purpose of this dissertation is to empirically analyze the effect of human capital on poverty in Africa. To this end, we used five variables (Gini Index, GDP Growth (% Annual), HCI, Access to Secondary Education (%), and Population) from the year 2022, using data from the World Bank. Our analysis is based on Principal Component Analysis (PCA) and aims to demonstrate the influence of human capital on poverty in a sample of five African countries (Mali, Burkina Faso, Senegal, Togo, Uganda).

The results have shown the importance of human capital in the fight against poverty. The demographic structure and resource distribution are influenced by access to secondary education. There is a significant positive correlation between the Gini index and GDP growth.

Keywords: Human capital; Poverty; African countries; PCA.

ملخص

يهدف هذا البحث إلى تحليل تأثير رأس المال البشري على الفقر في إفريقيا بشكل تجريبي. لهذا الغرض، استخدمنا خمس متغيرات (مؤشر جيني، نمو الناتج المحلي الإجمالي (% سنوي)، الإنتاج الثقافي الحضري، الانتقال إلى التعليم الثانوي (% والسكان) لعام 2022 باستخدام قواعد البيانات الخاصة بالبنك الدولي. تعتبر تحليلنا تحليلاً للمكونات الرئيسية (ACP) والهدف منه هو إظهار تأثير رأس المال البشري على الفقر في عينة من خمسة دول إفريقية (مالي، بوركينا فاسو، السنغال، توغو، أوغندا).

أظهرت النتائج أهمية رأس المال البشري في مكافحة الفقر، وأن الهيكل الديمغرافي وتوزيع الموارد يتأثران بالوصول إلى التعليم الثانوي، وأن هناك ارتباط إيجابي ومعنوي بين مؤشر جيني ونمو الناتج المحلي الإجمالي.

الكلمات المفتاحية : رأس المال البشري ؛ الفقر؛ الدول الأفريقية ؛ ACP.